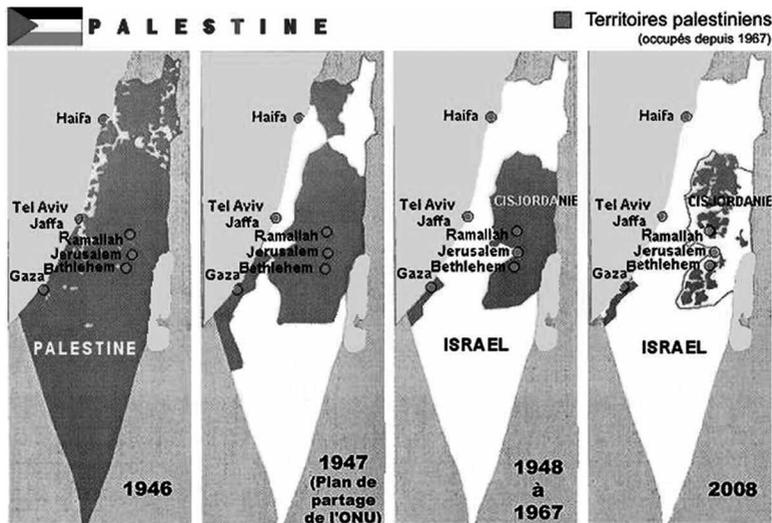


PALESTINE :

**I - L'HISTOIRE ET
LA GÉOGRAPHIE**



REPERES HISTORIQUES



PENDANT L'EMPIRE OTTOMAN

1897 A Bâle, Théodore Herzl définit le sionisme. Il affirme que l'antisémitisme en Occident est absolu, qu'on ne pourra jamais l'éradiquer et qu'un Etat juif est nécessaire pour que les Juifs soient libres.

1914-1918 Première guerre mondiale

En **1917** Le ministre anglais des Affaires Étrangères, Lord Balfour, annonce dans une "Déclaration" que le gouvernement britannique "envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif".

À l'issue de la guerre, les puissances coloniales se partagent l'empire ottoman. Les frontières actuelles du Moyen-Orient viennent de ce partage (Liban et Syrie sous mandat français; Irak, Jordanie et Palestine sous mandat britannique).

SOUS LE MANDAT BRITANNIQUE

1918-1939

La Grande-Bretagne favorise l'installation des Juifs qui s'accélère après l'accession d'Hitler au pouvoir en Allemagne. L'Agence Juive achète des terres,

mais les colonies juives se trouvent essentiellement sur la côte (région d'Haïfa). En 1920 est fondée la Haganah, première milice armée juive. Sous l'influence du mouvement sioniste, les Juifs obtiennent la « préférence nationale » pour le travail.

Les premières émeutes palestiniennes contre l'occupation britannique et l'immigration juive ont lieu dans les années 1920. En 1936, la « grande grève » des travailleurs palestiniens revendique la libération nationale par rapport aux Anglais, l'arrêt de l'immigration juive et des cessions de terres. Cette grève dure 6 mois et la répression cause 5 000 morts (pour 1 million d'habitants) et 2 500 prisonniers, principalement les cadres syndicaux et politiques. Les tensions durent jusqu'en 1939.

Pendant ce temps, la communauté juive prend le travail disponible, obtient la construction de voies ferrées et du port de Tel-Aviv.

1939-1945 Pendant la deuxième guerre mondiale, un nouveau congrès sioniste se tient pour établir un Etat juif en Palestine, après avoir envisagé de l'établir en Argentine ou en Ouganda. A l'issue de la guerre et suite au génocide juif, le sentiment de culpabilité est très fort en Europe.

1945 Fondation de la Ligue Arabe

1947 Plan anglais de partition de la Palestine en deux Etats sans aucune continuité géographique : un Etat juif sur 56 % des terres (alors que la population juive ne représente que 32% des habitants), un Etat arabe sur 44 % des terres et la zone de Jérusalem sous tutelle internationale.

LA NAKBA

29 novembre 1947 L'Assemblée générale des Nations-Unies entérine à la majorité des 2/3 ce plan de partage, par la résolution 181. Les Arabes refusent ce plan de partition et attaquent militairement. Les armées arabes comptent 40 000 soldats (Irakiens, Syriens, Egyptiens). Les troupes israéliennes (60 000 soldats), mieux entraînées et financées par les Etats-Unis, reçoivent des armes modernes de Belgique et d'URSS.

C'est un fiasco complet pour les armées arabes. Les troupes juives commencent un « nettoyage » de Haïfa à Tel-Aviv, en massacrant les hommes, en déportant les femmes et les enfants, en détruisant des villages.

1948 Devant l'ampleur des massacres et des exécutions, les Palestiniens fuient vers le Nord ou vers l'Est. Au total, ce sont plus de 500 villages qui seront partiellement ou totalement détruits par les troupes israéliennes. Les « nouveaux historiens » israéliens (tel Ilan Pappé) ont établi que seulement 3% des Palestiniens étaient partis volontairement de leurs maisons. Toutes les archives palestiniennes à Haïfa, Jaffa, Hafed sont détruites.

9 avril 1948 Village emblématique de la Nakba (la "Catastrophe", l'exode pour les Palestiniens), Deyr Yassin voit les troupes de l'Irgun et du Stern (milices sionistes terroristes), dirigées par Menahem Begin, massacrer 94 personnes.

14 mai 1948 78 % de la Palestine historique est occupée et devient Israël. 750 000 réfugiés palestiniens ont fui vers le Liban, la Syrie, la Jordanie, l'Égypte, mais aussi à l'intérieur de la Cisjordanie et de Gaza (voir carte). La « frontière » de 1948 devient la « ligne verte ». Les Palestiniens d'Israël (ils sont plusieurs centaines de milliers) sont placés sous régime militaire.

11 décembre 1948 L'ONU adopte la résolution 194 qui proclame le droit des réfugiés à retourner dans leurs foyers.

1950 Israël, État juif, s'implante et son Agence juive s'efforce d'y faire immigrer les Juifs du monde : Ashkénazes persécutés d'Europe, mais aussi Séfarades des pays arabes et méditerranéens, qui n'ont pas connu le génocide. La Jordanie annexe la Cisjordanie et l'Égypte s'octroie le contrôle de Gaza.

LA GUERRE DE SUEZ

1956 Agression de l'Égypte par Israël, la France et la Grande-Bretagne, après la nationalisation par Nasser du Canal de Suez.

1959 Premier mouvement nationaliste palestinien en exil : le Fatah.

1964 Création de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) par l'Égyptien Nasser. Le Fatah en est la branche politique.

1965 Les « Palestiniens de l'Intérieur » deviennent « citoyens israéliens », mais sans avoir les mêmes droits que les Juifs : discriminations par rapport aux écoles, aux routes, aux services sociaux... Premières attaques militaires du Fatah contre Israël.

LA GUERRE DES SIX JOURS

5-10 juin 1967 Guerre des 6 jours. Israël attaque les troupes arabes dans le Sinaï égyptien et dans le Golan syrien. Tous les avions égyptiens sont détruits. Gaza, la Cisjordanie, Jérusalem Est, le Golan et le Sinaï sont occupés militairement et leur colonisation commence. A nouveau, des villages détruits provoquent la fuite de 200 000 nouveaux réfugiés que l'ONU se contente d'appeler « Déplacés » !

22 novembre 1967 L'ONU adopte la résolution 242 qui exige le retrait des forces armées des territoires occupés.

1968 A Karamé, en Jordanie, un commando du Fatah met en déroute l'armée israélienne. Yasser Arafat devient le chef de l'OLP qui devient donc désormais palestinienne et indépendante des régimes arabes.

1969 Le Fatah et le Front Démocratique de Libération (FDLP) revendiquent un Etat laïc pour toutes les communautés vivant en Palestine. La résistance palestinienne s'organise et s'arme dans les camps de réfugiés de Jordanie et du Liban.

1970 En Jordanie, le roi Hussein réprime la résistance palestinienne (massacre de « Septembre Noir ») et se débarrasse de cet « Etat dans l'Etat ». Par conséquent, l'OLP fuit au Liban. Première vague d'immigration d'Union soviétique en Israël.

1972 La prise d'otage et l'exécution de sportifs israéliens aux Jeux Olympiques de Munich marque le début d'actions terroristes visant à mettre la question palestinienne sur le devant de la scène médiatique internationale. Israël traque les camps de réfugiés palestiniens et assassine des intellectuels palestiniens, comme le poète Ghassan Kanafani.

LA GUERRE DE KIPPOUR

1973 Quatrième guerre (dite de Kippour, d'Octobre ou du Ramadan), où les troupes égyptiennes et syriennes tentent vainement de reconquérir les territoires occupés par Israël.

1974 L'OLP décide qu'on peut établir une autorité palestinienne sur toute portion de territoire libérée. Le Front du Refus, dont le Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP, de Georges Habache) n'accepte pas de réduire les exigences palestiniennes.

1975 Les Palestiniens participent à la guerre civile au Liban (qui durera jusqu'en 1989), contre les milices chrétiennes qui sont alliées à Israël.

30 mars 1976 Journée de la Terre pendant laquelle 6 paysans palestiniens d'Israël, qui manifestent parmi des milliers d'autres contre la spoliation de leurs terres et de l'eau, sont assassinés.

1977 Le Likoud, parti de la droite israélienne, gagne pour la première fois les élections. En parallèle, naissance du mouvement israélien de gauche Shalom Arshav, La Paix Maintenant.

LES PREMIERS ACCORDS DE CAMP DAVID

1978 Israël envahit le Liban. L'Égypte signe avec Israël les accords de Camp David et récupère le Sinaï.

1980 Israël annexe Jérusalem. Les habitants arabes ne sont néanmoins pas "citoyens", mais ont seulement une carte de "résidents" en Israël.

1981 Israël annexe le Golan, réservoir d'eau pour toute la région.

LA GUERRE DU LIBAN

1982 Israël envahit à nouveau le Liban et fait le siège de Beyrouth. L'OLP est expulsée vers la Tunisie.

15 septembre 1982 Massacre des réfugiés palestiniens dans les camps de Sabra et Chatila (de 800 à 1 500 morts, selon les sources) par les milices chrétiennes, sous la supervision de l'armée israélienne, dirigée par Ariel Sharon.

1985 Israël se retire du Liban, sauf de la partie sud.

LA PREMIERE INTIFADA

1987 Début de la première Intifada. C'est une révolte non-violente, sans option armée, évitant le rapport de force, un mouvement de désobéissance civile, organisée par les Palestiniens de l'intérieur, sans l'OLP : naissance de comités d'enseignants, de paysans, de groupes médicaux d'intervention d'urgence pendant les "accrochages" avec l'armée... L'armée tire sur les manifestants (plus de 1 000 assassinats), brutalise la population, arrête les militants par milliers. Le Hamas, mouvement de résistance islamique, est créé à Gaza à la même époque. A Londres, le dessinateur palestinien Naji Al Ali est assassiné par le Mossad israélien.

1989 Après la chute du Mur de Berlin, 200 000 Juifs d'URSS immigreront en Israël.

1991 Première guerre du Golfe. Yasser Arafat soutient Saddam Hussein, et les pays du Golfe retirent leur soutien financier à l'OLP. A la fin de la guerre, des négociations bilatérales entre Israël et ses voisins arabes sont entamées à Madrid.

LES ACCORDS D'OSLO

13 septembre 1993 Signature à Washington des accords d'Oslo. Israël reconnaît l'OLP et l'OLP reconnaît l'État israélien. C'est une victoire pour Yasser Arafat, car l'OLP va pouvoir revenir en Palestine.

1994-1996 La Cisjordanie est divisée en trois zones. Seule la zone A (2% des terres) est sous administration palestinienne complète. Le sort des 6 millions de réfugiés, des 260 000 colons et le statut de Jérusalem, désormais interdite aux Palestiniens de Cisjordanie, sont renvoyés à plus tard. Ne sont pas discutées non plus les questions de l'eau, du financement de cet embryon d'Etat, des ressources douanières...

1994 Un extrémiste religieux juif, Baruch Goldstein, habitant la colonie de Kiryat Arba, massacre 29 Palestiniens dans la mosquée d'Ibrahim à Hébron.

1995 Le premier ministre israélien, Itzhak Rabin, est assassiné.

1996 Yasser Arafat est élu président. L'Autorité Palestinienne se met en place.

Yehia Ayache, un leader du Hamas, est exécuté par les services secrets israéliens. La riposte, par une vague d'attentats, fait des dizaines de victimes israéliennes. L'État hébreu répond par la suspension des négociations avec l'Autorité palestinienne et la multiplication des représailles collectives.

Juste avant les élections, Israël attaque le Liban. Les massacres de Cana et de Nabatyie font plus de 100 morts.

La droite de Benyamin Netanyahu remporte les élections israéliennes, marquant ainsi la fin de l'espoir suscité par Oslo. Il poursuit l'encerclement de Jérusalem-Est par des colonies juives, multiplie les checkpoints dans toute la Cisjordanie et asphyxie l'économie palestinienne : le taux de chômage en Cisjordanie et à Gaza est passé de 18 à 34 % entre 1993 et 1997 !

LA SECONDE INTIFADA

2000 A Camp David, le nouveau premier ministre travailliste israélien, Ehud Barak, sabote les négociations en affirmant que "la mauvaise volonté des Palestiniens" démontre qu'Israël n'a "pas d'interlocuteur palestinien". A Jérusalem, le chef de l'opposition, Ariel Sharon, monte et parade sur l'Esplanade des Mosquées. Le lendemain, premiers heurts et 4 premiers morts. En 3 jours, 30 morts et 500 blessés. En à peine plus d'un mois, plus de 200 Palestiniens sont tués. C'est le début de la seconde Intifada.

2001 Ariel Sharon devient le premier ministre israélien. La même semaine, il impose un blocus total de Ramallah. Les attentats suicides palestiniens se multiplient mais la répression israélienne redouble de férocité (bombardements de villes palestiniennes, attentats ciblés contre des dirigeants du Hamas, du FPLP et du Fatah, centaines de morts...). Les attentats new-yorkais du 11 septembre 2001 favorisent la stratégie de Sharon, qui proclame : "Notre Ben Laden, c'est Yasser Arafat".

2002 L'armée israélienne reprend le contrôle de la totalité de la Cisjordanie et de Gaza, y compris les camps de réfugiés et des villes. Le siège de Jenine durera 11 jours et causera la mort de centaines de personnes et la destruction d'un tiers de la ville. Celui de Ramallah durera un mois et enfermera Yasser Arafat dans son quartier général, sans eau ni électricité, protégé par la présence de militants internationalistes. En juin, Israël lance la construction du Mur de séparation. En juillet, le nombre de victimes de l'Intifada s'élève à 2 300 en deux ans.

2003 Deuxième guerre d'Irak et, plus généralement, « guerre contre le terrorisme ». Israël poursuit son blocus et ses assassinats ciblés, auxquels répondent les attentats-suicides palestiniens.

2004 La Cour Internationale de Justice déclare illégal le Mur de séparation. En mars Ariel Sharon fait liquider Cheikh Yassine, le leader du Hamas. En novembre, c'est au tour de Yasser Arafat, leader du Fatah, de mourir à Paris dans des circonstances que de nombreux Palestiniens jugent mystérieuses.

2005 Mahmoud Abbas est élu président de l’Autorité Palestinienne. Israël vide ses colonies de Gaza mais garde le contrôle de ses frontières terrestres, maritimes et aériennes. Ariel Sharon remporte à nouveau les élections.

ATTAQUES CONTRE GAZA ET LE LIBAN

2006 Ariel Sharon est victime d’une attaque cérébrale dont il n’est toujours pas sorti en 2009. Le Hamas remporte les élections législatives en Cisjordanie comme à Gaza. Ismael Haniyeh est nommé premier ministre. L’Union Européenne suspend son financement au gouvernement palestinien. Premiers affrontements armés inter-Palestiniens puis accord d’entente nationale appelant à une solution politique fondée sur la création d’un Etat Palestinien aux côtés de l’Etat d’Israël dans les frontières de 1967.

juin-novembre Attaque d’Israël sur Gaza, mais aussi sur Naplouse en Cisjordanie. Arrestation de dirigeants politiques et bombardement de ministères, de centrales électriques et de maisons individuelles qui feront des centaines de victimes.

juillet-août Attaque d’Israël sur le Liban. 33 jours, 1 300 victimes, destruction de dizaines de milliers de maisons, de ponts, de routes, de centrales électriques, utilisation de 4 millions de bombes à sous munitions, le tout constituant une punition collective massive et intolérable, mais également un échec d’Israël face à la résistance du Hezbollah.

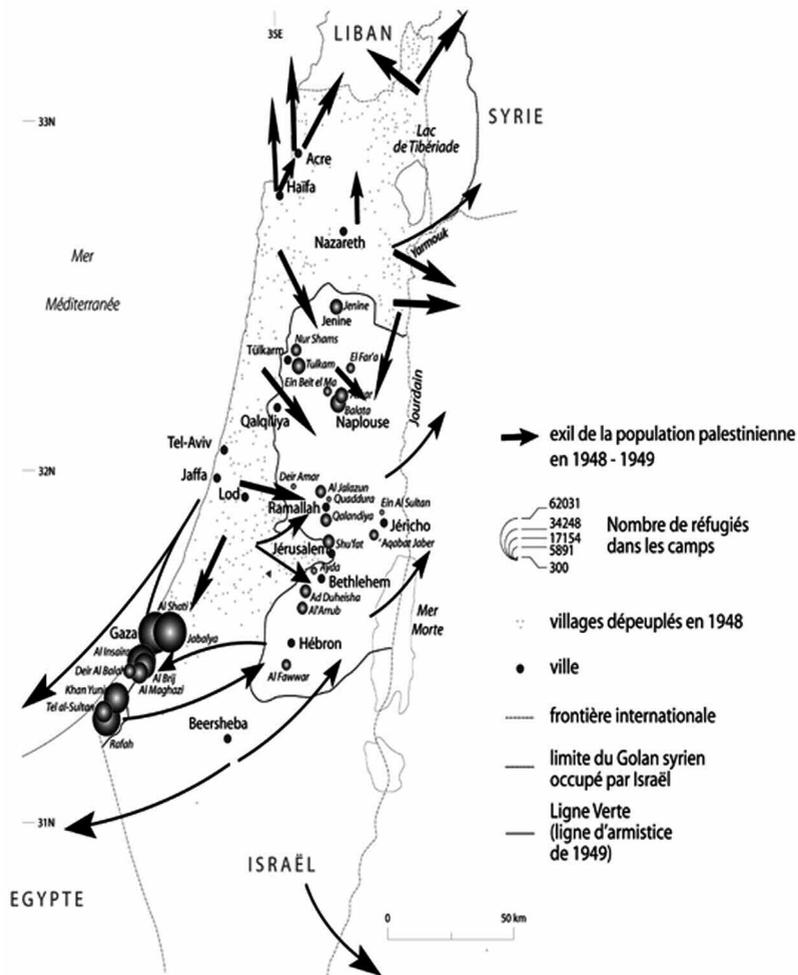
2007 Le Hamas prend le pouvoir à Gaza. En Cisjordanie, Mahmoud Abbas démet Ismaël Haniyeh de ses fonctions et constitue un “gouvernement d’urgence” en nommant Salam Fayyad à sa place. En septembre, Israël impose le blocus de la Bande de Gaza (fermeture des frontières, coupures d’électricité, arrêt des approvisionnements...).

LA GUERRE DE GAZA

décembre 2008 – janvier 2009 Nouvelle attaque d’Israël sur Gaza. 22 jours, plus de 1 400 victimes, destruction d’hôpitaux, écoles, universités, habitations, infrastructures, utilisation d’armes au phosphore blanc illégales...

février 2009 Les élections législatives israéliennes donnent une écrasante majorité aux partis de droite et d’extrême-droite. Un gouvernement de coalition attribuera le ministère des Affaires étrangères au fasciste Avigdor Lieberman, partisan d’un Etat israélien “ethniquement pur”...

L'exode de la population palestinienne en 1948 et 1949



OTHÉMA 2007

TEMOIGNAGE DE NAJI ODAH

Naji Odah est Réfugié du village de Deyr Aban, à l'ouest de Jérusalem, Palestine.

Dans mon village, l'occupation a commencé le 18 octobre 1948 : les milices sionistes ont forcé, par les armes (bombes, fusils d'assaut...), les habitants à quitter les lieux et tué quiconque refusait de quitter sa maison. Les sionistes n'ayant laissé qu'une seule route ouverte, les Réfugiés des villes ou villages de la côte méditerranéenne ont été contraints de partir vers le Liban, la Syrie et la Jordanie.

Les citadins et villageois de l'intérieur des terres ont dû se réfugier dans l'actuelle Cisjordanie (frontières de 1967).

Il est important de comprendre que, même s'ils ne se trouvent parfois qu'à quelques kilomètres de leur village d'origine, ces Palestiniens sont des Réfugiés, au même titre que ceux du Liban, de Jordanie ou de Syrie.

Quand les milices sionistes ont attaqué les villages et en ont expulsé les habitants, les Palestiniens se sont réfugiés dans les montagnes : après avoir fermé leur maison à clé, ils sont partis en emportant leur clé et leurs titres de propriété, tous pensant qu'ils seraient de retour quelques jours plus tard. Avant de devenir des Réfugiés, les villageois de la Palestine historique étaient pour la plupart des fermiers qui vivaient tant bien que mal du fruit de leurs récoltes, sans se préoccuper d'autre chose puisqu'il n'y avait aucun autre moyen de survivre. L'agriculture était à cette époque la seule source de revenus. Le niveau d'éducation était extrêmement bas, les enfants allaient à l'école jusqu'à 15 ans et commençaient à travailler très jeunes.

Cette année 1948, l'hiver a été particulièrement froid et pluvieux, et les conditions de vie dans les montagnes ont donc été très rudes.

Et ces villageois ne comprenaient ni les enjeux du conflit dont ils étaient victimes, ni l'idéologie sioniste qui guidait les milices.

Dès le début de la guerre, en octobre 1948, le Conseil de Sécurité de l'ONU a adopté la résolution 194, qui imposait aux Britanniques et au mouvement sioniste de laisser les Palestiniens revenir sur leurs terres.

Mais en 1949, l'ONU a dû créer l'UNRWA pour venir en aide aux Réfugiés palestiniens : des terres ont alors été louées (avec un bail de 99 ans) en Cisjordanie, à Gaza, au Liban, en Jordanie et en Syrie afin d'y établir des camps de Réfugiés palestiniens. L'UNRWA a également fourni des tentes pour y "loger" familles, écoles et "hôpitaux" (en réalité, de simples centres de premiers soins).

Les Réfugiés ont aussi reçu les aliments de base (riz, huile, lait, farine, sel, sucre...) et des vêtements.

Il n'y avait aucune infrastructure dans ces camps : pas d'électricité, pas de point d'eau. Les Réfugiés devaient donc faire plusieurs kilomètres de marche dans la montagne pour aller chercher de l'eau et du bois pour cuisiner.

Les Réfugiés, adultes et enfants, se retrouvaient donc dans ces camps, sans rien à faire. Les familles ont alors commencé à envisager et à comprendre la nécessité de donner une éducation à leur enfants. Les études devenaient la seule solution d'avenir pour eux qui avaient perdu leurs terres et donc leur moyen de survie.

Dès 1917, en réaction à la Déclaration de Balfour, le mouvement nationaliste arabe ainsi que le Parti communiste palestinien avaient développé la lutte contre l'occupation de la Palestine par le mandat britannique et contre l'occupation jordanienne et égyptienne.

Ces mouvements révolutionnaires ont subi une très lourde répression depuis leur naissance. Ces Palestiniens, qui avaient donc déjà combattu pour leur liberté, ont continué de lutter - pour la révolution - quand les milices sionistes ont envahi et occupé leurs terres.

Les combattants n'avaient que quelques armes (achetées avec l'argent réuni par des collectes), dont la qualité était bien inférieure à celles de l'ennemi. Nombre d'entre eux ont été assassinés durant la guerre, et beaucoup de civils ont aussi été tués pendant la Naqba.

À la fin de cette guerre, l'Agence Juive et le mouvement sioniste ont déclaré la naissance de l'État d'Israël, mais sans en préciser les frontières.

Entre 1948 et 1967, ni la Jordanie ni le Liban n'ont su assurer la protection du mouvement révolutionnaire palestinien qui résistait à l'occupation. De leur côté, les dirigeants israéliens ont mené une véritable guerre idéologique de propagande auprès de nombreux pays et gouvernements pour les amener à soutenir leur projet.

Ce projet est, depuis la naissance de l'idéologie sioniste, un projet colonialiste : même s'il lui faut des dizaines d'années pour aboutir, le but final du sionisme est la construction d'un état juif sur l'ensemble de la Palestine.

En 1967, la Jordanie occupait ce qu'on appelle aujourd'hui la Cisjordanie, Gaza était sous contrôle égyptien et le reste de la Palestine était occupée par Israël, qui contrôlait les territoires de 1948 grâce aux différents accords passés entre les gouvernements jordanien, égyptien, israélien et britannique.

Le 5 juin, l'armée israélienne a attaqué et réussi à occuper toute la Palestine : il ne lui a fallu que 6 jours puisqu'elle n'a pas rencontré la moindre résistance de la part de la coalition militaire des pays arabes (Irak, Soudan, Jordanie, Syrie, Égypte, Liban, Yémen).

Face à cette occupation et au sionisme, le nationalisme arabe ne suffisait plus pour organiser efficacement une résistance massive. C'est à ce moment-là que le mouvement de résistance palestinien, comprenant la nécessité de construire de véritables partis politiques de gauche, a commencé à développer sa propre idéologie en se basant sur le marxisme.

Ces nouveaux partis politiques ont conçu de développer la lutte à tous les niveaux et par tous les moyens.

La résistance armée ainsi que les actions violentes (détournements d'avion, attaques de bases militaires) étaient donc la mise en pratique et le résultat concret de l'élaboration politique.

Les autorités israéliennes virent le danger que représentait le développement de ces partis, le niveau d'organisation politique des Palestiniens s'élevait, ce qui mettait en danger l'existence-même d'Israël.

Elles s'assurèrent donc de stopper dès le début cet élan politique en arrêtant, en tuant, en exilant les militants.

À noter que les gouvernements arabes craignaient eux aussi l'émergence de ces organisations qui risquaient de déstabiliser leur propre pouvoir, ils ont donc participé à la répression en accentuant le contrôle sur les camps de Réfugiés palestiniens à l'intérieur de leur pays, en interdisant par exemple l'accès au travail aux militants connus.

Tous les partis politiques palestiniens ainsi que les mouvements tel que Fatah travaillaient ensemble au sein de l'OLP depuis 1964.

Le nombre des militants a vite été supérieur à celui des adhérents des partis politiques, ce qui a agrandi son pouvoir dans l'OLP lors des discussions politiques.

A partir des années 70, le courant majoritaire de l'OLP a commencé à nouer des liens avec des organisations israéliennes de gauche et à parler de négociations de paix avec Israël, ce qui a accentué les conflits au sein de l'organisation.

Ces conflits portaient notamment sur des questions organisationnelles (mais politiques bien sûr) : démocratie au sein de l'OLP, répartition des pouvoirs ...

Les partis de gauche qui luttaient à l'intérieur pour plus de démocratie et de transparence n'ont pas quitté l'OLP qui restait la seule représentation officielle des Palestiniens.

Les Accords d'Oslo de septembre 1993 ont été le résultat de plusieurs années de négociations secrètes entre la direction de droite de l'OLP (pourtant censée parler pour l'ensemble des partis), les États-Unis et Israël.

Les partis politiques de gauche ont dénoncé ces Accords en soulignant le caractère "normalisateur" et l'absence totale de démocratie au sein de l'OLP, mais il leur a été impossible pour autant de la quitter.

L'accord d'Oslo prévoyant le retour des militants politiques de l'OLP, certains d'entre eux ont commencé à revenir. Cependant, une grande partie des militants des partis de gauche a refusé de rentrer, principalement pour deux raisons : ils voulaient montrer leur refus de ces Accords, et ils savaient qu'à leur retour, ils ne retrouveraient pas leur indépendance politique au sein de l'OLP.

Arafat a été proposé par l'OLP comme futur président et, suite aux Accords d'Oslo, des élections législatives et présidentielles ont été organisées.

Les partis de gauche ont condamné et boycotté ces élections afin d'en dénoncer l'absence de légitimité dans une Palestine occupée.

Le Fatah et Arafat, son leader, ont remporté les élections, un gouvernement palestinien a été créé.

En 1999, les leaders de gauche ont décidé, après de longues discussions, de rentrer en Palestine pour organiser la lutte de l'intérieur.

S'il existe "officiellement" un territoire palestinien avec continuité territoriale, la réalité est toute différente : ce qu'on appelle "Territoires palestiniens" consiste en fait en plusieurs zones sans aucune continuité, et les routes qui relient ces "cantons" sont sous contrôle israélien.

Depuis ces premières élections, la souffrance du peuple palestinien ne cesse de s'accroître dans tous les domaines (sécurité, santé, éducation, économie). Cette dégradation provient de la corruption gouvernementale liée au processus de normalisation politique et économique avec Israël. Dénonçant cette corruption, les Palestiniens de gauche sont systématiquement arrêtés et jetés en prison par l'Autorité palestinienne.

Aux élections de 2007, c'est pour montrer son opposition à la corruption du gouvernement et du Fatah que le peuple palestinien a voté majoritairement Hamas.

Après la victoire du Hamas, Israël a arrêté de nombreux membres du parlement appartenant au Hamas et au FPLP, et en a tué beaucoup d'autres. Après la victoire du Hamas, Israël a arrêté de nombreux membres du parlement appartenant au Hamas et au FPLP, et en a tué beaucoup d'autres. Le gouvernement Hamas n'a donc eu ni le temps ni les moyens de mettre en œuvre sa politique. Suite au boycott de ce gouvernement par Israël et la communauté internationale et suite aux violences interpalestiniennes, le Fatah a repris le pouvoir en Cisjordanie. Le Hamas y étant largement majoritaire dans l'opinion, il a cependant été impossible au Fatah d'en faire autant à Gaza.

Nous vivons donc sous deux occupations, celle d'Israël et celle de l'Autorité palestinienne. Mais, même si les conditions et les possibilités d'organiser la résistance sont extrêmement mauvaises, nous continuons de lutter. La majorité du peuple palestinien lutte ainsi pour la liberté, pour mettre fin à l'occupation et pour le droit au retour de tous les Réfugiés.

Nous savons qu'un jour, nous serons indépendants et nous vivrons dans un pays démocratique sans aucune occupation.

Mais nous savons aussi que, sans le soutien de nos camarades du monde entier, jamais nous ne gagnerons. Car nous savons que notre combat est celui de tous les peuples en lutte pour leur liberté, puisque l'ennemi est commun : nous combattons tous les différents visages de l'impérialisme et du capitalisme.

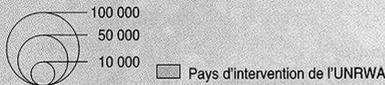
**Naji Owdah est actuellement
le principal animateur
du Centre Culturel Phénix,
au camp de Réfugiés de Deisheh.**

II - QU'EST-CE QU'ÊTRE PALESTINIEN ?

LES PALESTINIENS EN QUELQUES CHIFFRES

Les réfugiés palestiniens au Proche-Orient au 31 décembre 2006

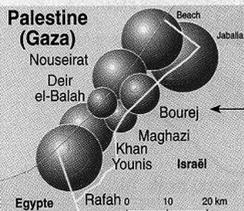
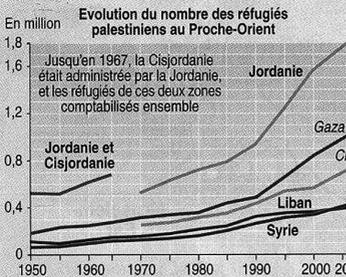
Population réfugiée dans les camps :



Pour la population des camps de Talbieh, Jerash, Souf et Housn en Jordanie, l'UNRWA indique un nombre supérieur (cercles noirs) à celui des réfugiés enregistrés comme tels (sphères grises). Par ailleurs, l'UNRWA signale l'existence de deux camps « non officiels » en Syrie (cercles rouges sur la carte). Le premier est situé près de Lattaquié et comprend 2 500 réfugiés ; le second, beaucoup plus important, regroupe près de 100 000 personnes (Yarmouk), et se situe dans la banlieue de Damas.

Au 31 décembre 2006

Pays d'intervention de l'UNRWA	Nombre de camps	Nombre total de réfugiés	Nombre de réfugiés habitant dans les camps
Jordanie	10	1 858 362	328 076
Liban	12	408 438	215 890
Syrie	9	442 363	119 055
Palestine	27	1 739 266	608 862
Cisjordanie	19	722 302	186 479
Gaza	8	1 016 964	478 272
Total	58	4 448 429	1 327 772



PALESTINE

RAPPEL CHRONOLOGIQUE

Pendant et suite à la guerre de 1948 : près de 800 000 Palestiniens, soit près de la moitié de la population autochtone, fuient ou sont expulsés de leur terre, c'est la Nakba.

Entre 1948 et 1967, 300 000 Palestiniens supplémentaires s'exilent en Jordanie, dans les pays du Golfe, aux Etats-Unis, etc.

Enfin, après la guerre de 1967, un exode massif de près de 300 000 Palestiniens de Cisjordanie et Gaza a lieu vers les pays voisins. Aujourd'hui, environ 11 millions de personnes de par le monde peuvent être considérées comme des Palestiniens.

PALESTINE HISTORIQUE

- 1,5 million de Palestiniens habitent dans les frontières actuelles d'Israël (22 000 km²), dont 200 000 à Jérusalem. Ils représentent 20 % de la population israélienne.
- 3 millions de Palestiniens habitent la Cisjordanie (moins de 6 000 km²) : parmi eux, 800 000 ont le statut de Réfugiés.
- 1,5 million habitent la Bande de Gaza (moins de 400 km²). Parmi eux, 1 million a le statut de Réfugiés.

PALESTINIENS EXILES DANS D'AUTRES PAYS

Jordanie : 3 millions, soit 60 % de la population jordanienne, parmi eux, près de 2 millions ont le statut de Réfugiés.

Liban : 500 000, soit 10 % de la population libanaise, presque tous Réfugiés.

Syrie : 500 000, presque tous Réfugiés.

Egypte : 50 000.

Irak : 50 000.

Continent américain : 800 000.

Pays du Golfe : 600 000.

Europe : 100 000.

Divers autres pays : 300 000.

DANS LES PRISONS ISRAELIENNES

700 000 Palestiniens ont été mis en prison depuis 1967, dont 50 000 depuis la deuxième Intifada. De nombreux cas de tortures ont été recensés dans les prisons israéliennes et près de 200 Palestiniens sont morts dans ces geôles.

Aujourd'hui, on compte environ 11 000 prisonniers politiques palestiniens dont :

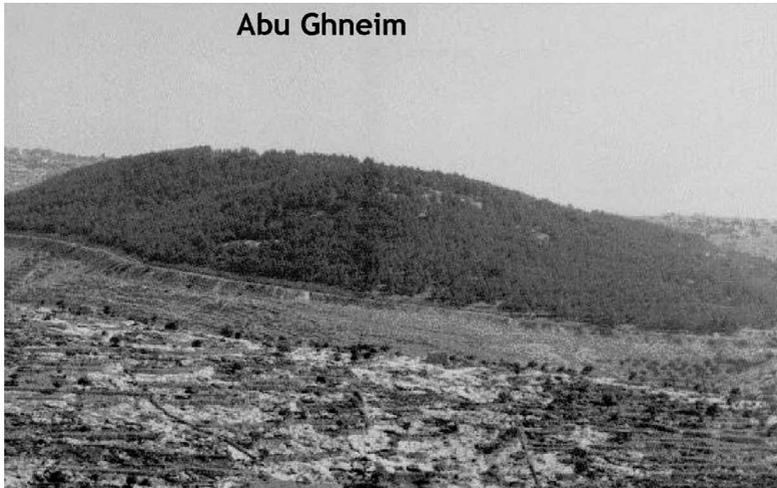
- une centaine de femmes, certaines ayant accouché en prison,

- 350 enfants de 13 ans et plus,
- une moitié de prisonniers n'ayant pas été encore jugée,
- plus de 600 sont en détention administrative, c'est-à-dire sans même un chef d'inculpation, et cette détention peut durer 5 ans !
- 500 sont en prison depuis plus de 10 ans,
- environ un millier sont malades et n'ont pas accès aux soins dont ils ont besoin.
- Certains prisonniers ont été condamnés à des peines de plusieurs fois la prison à vie. C'est le cas de Marwan Barghouti, le plus emblématique des prisonniers palestiniens...

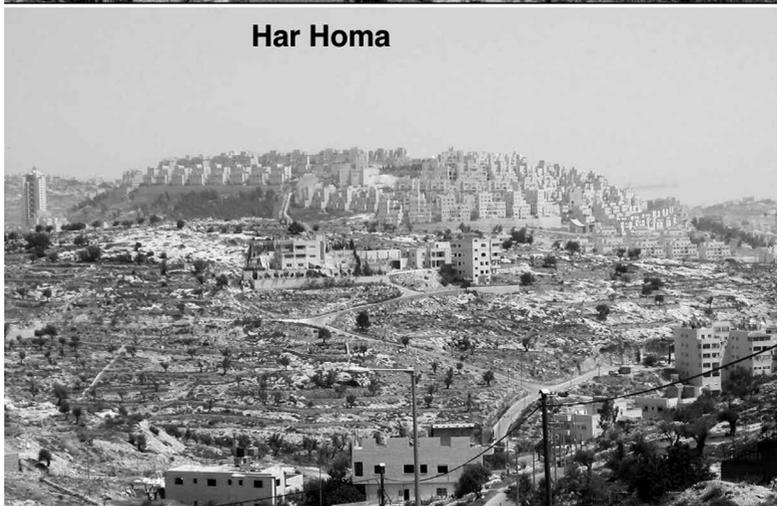


Manifestation de soutien avec les prisonniers en grève de la faim, Bethlehem août 2004. Epouse, mère, soeur... elles ont toutes un homme en prison.

Abu Ghneim



Har Homa



La colline d'Abu Ghneim était jusqu'en 1997 une forêt utilisée par les habitants palestiniens du village de Beit Sahour.. Ils en ont été expropriés pour y construire une colonie juive d'habitations aujourd'hui appelée Har Homa. Les « check points » sont devenus le lot quotidien des Palestiniens : barrières, portails, grillages, grilles, barbelés, murs, blocs de béton, tout est fait pour leur rendre les déplacements difficiles...

POURQUOI PARLE-T-ON D' "APARTHEID ISRAËLIEN" ?

APARTHEID

On dénonce parfois l'illégalité et la violence de l'occupation israélienne en Palestine. On oublie souvent d'en dénoncer le caractère raciste qui la rapproche par de nombreux points de l'occupation des Blancs en Afrique du Sud, à commencer par son origine coloniale.

Pourtant on peut également parler d'un « Apartheid israélien » puisque, d'après la définition de l'ONU, c'est « un système de ségrégation et de discrimination raciale institutionnalisées dans le but d'établir et de maintenir la domination d'un groupe racial sur un autre, et de l'opprimer systématiquement » (résolution 3068 qu'une poignée de pays dont la France, Israël et les Etats-Unis ont refusé de ratifier). En Afrique du Sud, l'Apartheid se traduisait par des ghettos, des confiscations de terres, des entraves à la liberté de circulation, d'expression, de mariages mixtes, des arrestations et des détentions arbitraires...

Près de six millions de Palestiniens vivent aujourd'hui en exil et sont discriminés par l'impossibilité de rentrer dans leur pays. Un million et demi de Palestiniens dans la bande de Gaza vivent un cas extrême d'oppression systématique qui s'apparente plus à de la purification ethnique : blocus total, privation des produits de première nécessité, bombardements fréquents et de plus en plus violents...

Mais à différents degrés, ce sont bien tous les Palestiniens (11 millions de personnes) qui vivent une ségrégation quotidienne dont nous allons tenter ici d'examiner certains aspects, sans souci d'exhaustivité.

DISCRIMINATION

Sur le territoire israélien actuel, un million et demi de Palestiniens vivent comme des citoyens de deuxième classe où ils subissent des discriminations, en particulier dans la législation de la nationalité et du mariage. Ils sont également défavorisés dans l'accès aux ressources de travail, syndicales, culturelles, de santé, d'éducation (par exemple les enfants arabes israéliens bénéficient de livres scolaires de moins bonne qualité et moins souvent mis à jour que ceux de leurs camarades juifs)... 43 villages Palestiniens d'Israël ne sont pas reconnus et, par conséquent, ne reçoivent aucun service.

A Jérusalem, les Palestiniens n'obtiennent jamais de permis de construire et, s'ils payent 30 % des impôts locaux, seuls 11 % du budget municipal leur est consacré. Ils ne peuvent pas, selon la loi israélienne, vivre ou posséder des propriétés sur 93 % du territoire qui est exclusivement réservé aux Juifs israéliens.

DESTRUCTIONS, CONFISCATIONS

Dans les territoires occupés depuis 1967, plus de 17 000 maisons palestiniennes ont été détruites pour permettre aux colonies israéliennes de s'étendre. Plus d'un million d'oliviers et autres arbres fruitiers (souvent la seule richesse des familles palestiniennes) ont été arrachés. Pour annexer le Golan syrien en 1967, 95 % de sa population arabe en a été expulsée pour y implanter une trentaine de colonies exclusivement juives. Pour construire le Mur de Séparation, depuis 2002, 20 % au moins de la Cisjordanie, avec ses sources et ses nappes phréatiques, ont été confisqués.

C'est l'armée israélienne qui contrôle l'eau de Cisjordanie, en confisque plus de 80 % et revend le reste aux Palestiniens à un prix 4 fois plus élevé que celui payé par les Israéliens.

Les Israéliens ne subissent pas de telles confiscations ou destructions.

LIBERTÉ DE CIRCULATION, SEGREGATION

Parmi les centaines de restrictions imposées, aucun Palestinien ne peut entrer à Jérusalem, ni dans la vallée du Jourdain, ni approcher la moindre colonie. Aucun Palestinien de Gaza ne peut demeurer en Cisjordanie, et réciproquement. Le « Mur de l'Apartheid » qui sépare la Cisjordanie du reste de la Palestine historique, empêche physiquement des dizaines de milliers de Palestiniens d'accéder à leurs familles, leurs lieux de travail, leurs écoles ou leurs hôpitaux. Le courrier entrant et sortant de Palestine passe obligatoirement par le service postal israélien qui fréquemment en retarde la distribution, souvent de plusieurs mois.

La Cisjordanie est divisée en 70 « Bantoustans » isolés entre lesquels il n'est pas possible de circuler sans autorisation israélienne, délivrée arbitrairement dans l'un de ses 600 « Check Points ». Certaines villes sont difficiles d'accès, comme Naplouse, Ramallah, Hébron, Jéricho, Jenin, Tulkarem, voire littéralement encerclées comme le ghetto de Qalqilya. Les Palestiniens ne peuvent emprunter les autoroutes de Cisjordanie, reliant les colonies, ni utiliser l'aéroport international de Tel Aviv.

Les Israéliens ne subissent aucune restriction de mouvement et tout juif dans le monde est a priori autorisé à demander la nationalité israélienne (loi du retour).

JUSTICE

En Cisjordanie, les Palestiniens vivent sous l'arbitraire de la juridiction militaire qui peut les mettre en prison sans inculpation, leur faire subir des punitions collectives, des confiscations de terres, des couvre-feux de plusieurs jours, des harcèlements voire des assassinats ciblés ou des bombardements. Plus de 11 000 Palestiniens sont détenus dans des prisons israéliennes.

Les Israéliens vivent sous juridiction civile dans les territoires occupés, même s'ils vivent dans des colonies illégales en regard de la loi israélienne, leur taux d'emprisonnement est bien inférieur à celui des Palestiniens.



DROIT DU TRAVAIL

Aucun droit ne régit le travail des Palestiniens en Cisjordanie, qui ressemble de plus en plus aux « Sweatshops » d'Extrême-Orient, ces ateliers de misère dans lesquels les employés sont exploités sans salaire minimum, sans âge minimum et sans maxima horaire.

Partout, les Israéliens bénéficient d'un même droit du travail, y compris celui d'un salaire minimum.

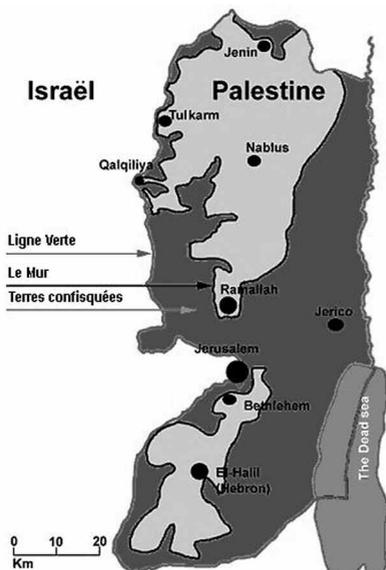
SOUTIEN INTERNATIONAL

L'analogie entre l'Apartheid sud-africain et israélien est tellement frappante qu'elle est de plus en plus utilisée : par des membres éminents des Nations Unies, par des Sud-Africains comme Nelson Mandela ou Desmond Tutu, ou par l'ancien président américain Jimmy Carter.

L'Apartheid est dénoncé jusqu'en Israël, par l'organisation de protection des droits humains B'Tselem.

LE MUR DE SÉPARATION DE CISJORDANIE

On remarque sur cette carte du tracé du Mur, en Cisjordanie, qu'il pénètre parfois bien au delà de la « ligne verte » de 1967, confisquant par là encore plus de terres palestiniennes. A la tristesse, la violence et la laideur de ce mur ont répondu l'humour, l'intelligence et la beauté des graffitis qui le décorent parfois (voir la couverture).



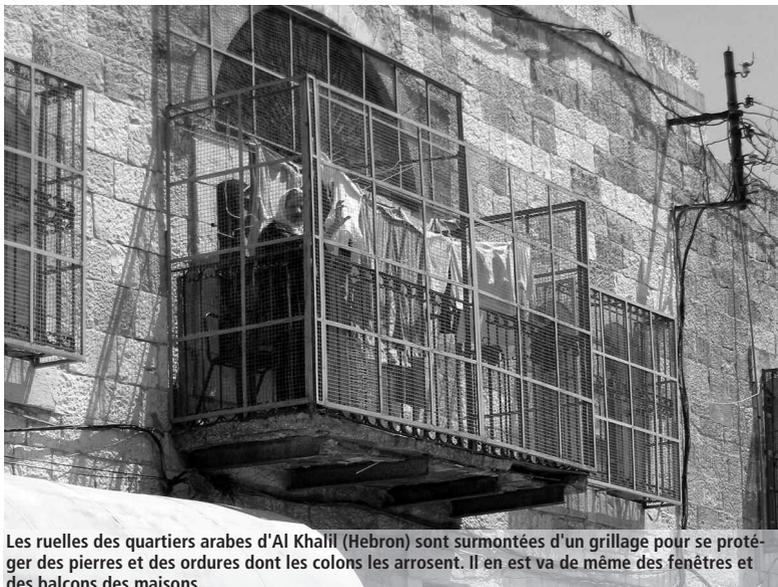
Débuté en 2002 et appelé "clôture de sécurité" par les Israéliens, le Mur de séparation de Cisjordanie s'ajoute à celui qui entoure Gaza depuis 1994, mais il ne suit pas la frontière de la "ligne verte". Haut de 8 mètres, neutralisant une largeur de 50 mètres et long de 700 km, soit 3 fois la distance Jénine-Hébron, c'est un véritable Mur d'apartheid qui confisque jusqu'à 20 % des terres palestiniennes de Cisjordanie, avec leurs sources et leurs nappes phréatiques. Il permet à Israël d'annexer les territoires entourant les colonies, découpe la Cisjordanie en trois zones séparées et morcelle les terres palestiniennes et les villages. Ce Mur de la honte coupe les paysans de leurs champs et emprisonne 78 villes et villa-

ges palestiniens, comme Qalqilia ou Jérusalem-Est. Il détruit l'économie, la vie sociale, l'unité d'un peuple. Bien qu'ayant coûté plus de 3 milliards de dollars, le 9 juillet 2004, la Cour Internationale de Justice condamne ce mur et déclare illégale sa construction, enjoignant Israël à le détruire. En attendant cet improbable jour, les Palestiniens et les militants internationalistes font preuve d'imagination, en "décorant" ce mur de graffitis extrêmement créatifs...



VIVRE À HEBRON

Al Khalil en arabe (l'ami de Dieu, en hommage à Abraham qui reposerait dans le tombeau des Patriarches) est une des plus anciennes villes du monde, située à 35 km au sud de Jérusalem et à 1 000m d'altitude.



Les ruelles des quartiers arabes d'Al Khalil (Hebron) sont surmontées d'un grillage pour se protéger des pierres et des ordures dont les colons les arrosent. Il en est va de même des fenêtres et des balcons des maisons...

Cernée de colonies israéliennes commencées en 1967, la ville palestinienne d'Hébron présente cette particularité unique d'être aussi "colonisée de l'intérieur". En effet, outre les blocs de colonies de Gush Etzion (11 000 colons répartis dans 17 colonies situées à l'ouest et au sud de Bethléem, qui empêchent toute continuité entre Bethléem et Hébron) et la colonie de Kiryat Arba à l'est (colons en majorité d'origine américaine et française, connus pour être des piliers de l'intégrisme juif), quatre colonies se sont implantées à l'intérieur de la vieille ville d'Hébron, par occupation et spoliation de maisons appartenant antérieurement à des Palestiniens.

En mars 1994, en pleine négociation des accords d'Oslo, l'un de ces extrémistes juifs, Baruch Goldstein, médecin américain, pénétra armé dans la mosquée d'Ibrahim et assassina 29 Palestiniens.

Suite au redéploiement de l'armée israélienne en janvier 1997, la ville a été divisée en deux secteurs : H1 (sous autonomie palestinienne, environ 160 000 habitants) et H2 (sous occupation militaire israélienne, environ 40 000 habitants). Cette partie occupée comprend la vieille ville et les alentours du tombeau d'Abraham.

Il n'y a ici ni casques bleus ni soldats de la paix, pas de force d'interposition qui protégerait les populations. Rien de tout ce qui pourrait ressembler à un début de mise en application des multiples résolutions de l'ONU sur les droits du peuple palestinien... Ici, les soldats ne sont pas spectateurs, ils ont de vraies armes, ils ne sont pas neutres, ils sont au service de l'occupant : ils occupent militairement et ils répriment. Ils tuent aussi : en janvier dernier, un adolescent palestinien qui manifestait contre les massacres israéliens à Gaza a été assassiné en pleine rue. Dans les mains, il n'avait que des pierres... L'armée israélienne s'est en effet arrogé le droit de contrôler toutes les allées et venues des Palestiniens dans la vieille ville d'Hébron : ceux qui ont choisi de continuer à y habiter subissent quotidiennement les humiliations de l'occupation au nom de ... la protection des colons juifs !

Ces colons, Juifs religieux extrémistes venus essentiellement des États-Unis et de France, ne se sont pas contentés de peupler la grande colonie de Kiryat Arba, implantée au lendemain de la guerre de 1967 : 6 000 colons occupent déjà plus de 5 000 hectares de terres confisquées aux paysans palestiniens, et les expropriations devraient se poursuivre jusqu'à un encerclement total de la ville. Certains d'entre eux ont aussi choisi d'investir des maisons palestiniennes de la vieille ville, chassant manu militari leurs habitants, occupant les étages supérieurs des immeubles anciens, contraignant les Palestiniens à se claquemurer dans les rez-de-chaussée et à disposer des grillages de protection pour ne pas essuyer les projectiles dont les colons les arrosent (ordures, pierres, débris de toutes sortes). Ainsi, plusieurs pâtés de maisons sont devenus des colonies de juifs intégristes au cœur de la vieille ville arabe. 20 000 Palestiniens subissent la présence agressive de 450 colons, pour la plupart armés, et la répression exercée par les 2 000 soldats de l'armée d'occupation chargée de les protéger!

Chaque entrée dans la vieille ville est une plongée vers un enfer dont on n'entrevoit pourtant que les signes les plus visibles. Check-points, chicanes, tourniquets, barbelés, barrières. Signaux lumineux rouges, signaux sonores intimant l'arrêt, fouilles. Un dispositif verrouillant le passage du souk vers la mosquée, toujours plus terrorisant. Adolescents-soldats aux armes braquées sur le passant, y compris les enfants palestiniens qui sont obligés de passer par là pour aller à l'école ou en revenir. Les regards sont durs, soupçonneux. Ordres aboyés dans une langue inconnue, regards hostiles, esprits parfois excités encore par une femme de la colonie dont les cris de haine n'ont cessé de pousser les soldats à brutaliser les enfants palestiniens chargés de leurs cartables... Le visiteur, l'observateur ne sont pas les bienvenus. Ils pourraient témoigner de ce qu'ils ont vu...

TEL RUMEIDA

Mais l'horreur va encore plus loin : plus haut, par-delà les vieux cimetières, arabe et juif, au bout de la rue des Martyrs, quasi entièrement vidée de ses habitants palestiniens, dont les pas de porte ont été tagués d'étoiles de David et de slogans racistes écrits en hébreu, on arrive au quartier de Tel Rumeida. Barrant la rue, un mobile-home, recouvert d'un papier peint de fausses pierres : c'est le

check-point. Gardé jour et nuit. Les Palestiniens doivent montrer leurs papiers à chaque passage. Leurs déplacements hors de chez eux sont extrêmement limités. Régulièrement, les femmes enceintes près d'accoucher ne sont pas autorisées par les soldats à se rendre à l'hôpital... Il arrive même que les mourants ne puissent passer le barrage des militaires. Là, dans cet îlot coupé du monde des vivants, survivent encore 50 familles palestiniennes. Au-dessus d'elles, dans un nid d'aigles, la colonie ultra-orthodoxe qui a choisi de s'ériger là dans un bâtiment préfabriqué.

Images de désolation : pour accéder à l'une des maisons palestiniennes, il faut grimper un talus, traverser une friche jonchée de plastiques, se frayer un chemin par un passage tout juste à dimension humaine, contourner le jardin, dont l'entrée est barrée de barbelés, amas de débris, détritus, monter encore un petit escalier escarpé, poser enfin le pied sur la terrasse étroite pour ... tomber nez à nez avec les pieds tortueux de la vigne séculaire sectionnés intentionnellement !



Ce parcours n'est pourtant rien comparativement à ce que les habitants de cette maison ont dû affronter pendant plusieurs années à partir du siège militaire de 2002 : les colons voisins avaient purement et simplement décidé de les empêcher de sortir et de rentrer chez eux ! Barbelés autour des fenêtres aux volets clos, chemin, escaliers, passages encombrés de gravats et de fils de fer aux lames aiguisées, menaces de mort et insultes en tous genres, jusqu'à ce qu'une décision de la "Cour de Justice" israélienne vienne desserrer un peu l'étau...

Trois enfants vivent là avec leurs parents, dans la maison familiale. Autrefois, avant 1970, ils auraient pu aller à la même école que les enfants juifs du quartier. Maintenant, ils vont à l'école palestinienne que les habitants ont ouverte spécialement, et fortifiée pour la protéger des attaques : de hauts grillages entourent un côté de la cour, enterrée, car un immeuble situé en face est entièrement occupé désormais par d'autres colons... Régulièrement, sur le chemin, les 80 élèves de cette école sont attaqués à coups de pierres et d'insultes, tout comme leurs institutrices, par les enfants des colons, sous le regard complice des soldats qui se gardent bien d'intervenir...

Malgré cela, les Palestiniens de Tel Rumeida ne renoncent pas. Malgré l'isolement dans lequel ils se trouvent, malgré le dénuement qui les frappe (aucun accès possible à un travail, du fait du couvre-feu régulier et des restrictions permanentes de circulation qui leur sont imposés), ils ont choisi de rester debout et de se battre solidairement pour faire reconnaître leurs droits, rester dans leurs maisons, et faire savoir au monde dans quel enfer la colonisation les fait vivre.

Le Centre Culturel Al Feneiq (Phénix) CAMP DE REFUGIES DE DEISHEH, BETHLEHEM

Fondé lors de la seconde Intifada, et plusieurs fois détruit par l'armée israélienne lors de sa construction sur les hauteurs du camp de Deisheh, le Centre Culturel Phénix a d'abord été financé par des fonds japonais.

Réparable dès l'arrivée : le jardin de verdure, remarquablement entretenu dans ce paysage minéral, jardin d'enfants (le premier de toute l'histoire du camp !) et parc d'agrément aussi pour les adultes qui viennent s'y rafraîchir et s'y retrouver pour les soirées d'été.

Le bâtiment central abrite une vaste salle de réunion-conférence qui se transforme en salle des fêtes pour les mariages (cuisine attenante), les spectacles de debkê (danse traditionnelle)...

Dans les étages, construits plus récemment, la bibliothèque Edward Said, où étudiants et habitants des camps de la zone de Bethlehem peuvent venir se documenter et travailler.

Et pour l'activité physique, une salle de sport et musculation, avec sauna.

Un centre d'hébergement est désormais également ouvert, qui permet d'accueillir les nombreux groupes de visiteurs étrangers partenaires du projet ou simples "amis" du camp... Mais le Phénix fourmille aussi d'activités de formation et d'ateliers culturels. Car tel est bien le projet de ce centre : malgré et contre l'occupation qui détruit et déstructure la société palestinienne, il est fondamental de transmettre sa culture, son histoire, ses valeurs, et de permettre au plus grand nombre un accès à la connaissance d'autres domaines ou de fournir aux habitants certains services sociaux dont ils ont besoin : soutien scolaire, éducation maternelle, éducation aux droits des femmes, aux droits des "minorités" comme les Bédouins, initiation à l'informatique, aux langues étrangères, alphabétisation, atelier théâtre, vidéo, dessin et peinture...

Beaucoup d'animateurs de ce centre culturel ne sont pas rémunérés, faute de moyens financiers suffisants (l'accès aux différentes activités est gratuit, ou presque, ce qui est essentiel pour la population du camp qui dispose de très peu de ressources).

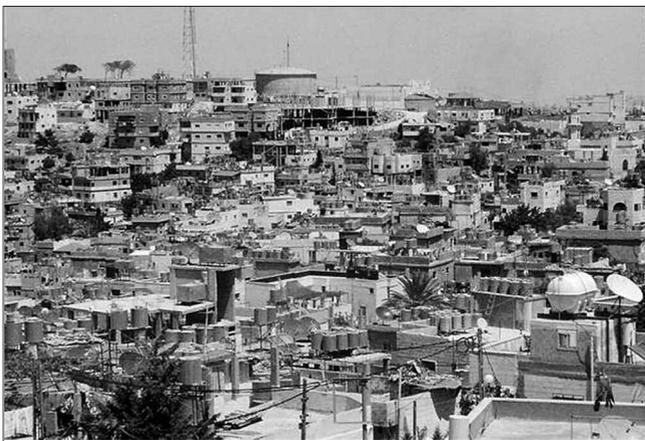
La cuisine de collectivité permet à plusieurs femmes de travailler à la fabrication de repas et d'assurer ainsi un revenu à leur famille.

Le Centre culturel Phénix travaille en réseau avec des organisations locales et internationales, et cherche à développer des partenariats avec des structures

socio-culturelles affirmant leur soutien au peuple palestinien.

Le Centre International de Culture Populaire (CICP) à Paris est jumelé au Phénix, et le Conseil Général du Val de Marne organise chaque année des échanges entre groupes de jeunes de la région parisienne et jeunes réfugiés du camp de Deisheh.

L'Union syndicale Solidaires a participé au financement de la bibliothèque Edward Saïd, ouverte récemment.



*Trois vues
du camp de
Deisheh :
une vue
globale, une
vue du jardin
d'enfants du
Phénix et une
vue du
cimetière des
martyrs, où les
fosses vides
attendent
depuis des
années les
corps qu'Israël
détient et
refuse de
restituer aux
familles...*



BADIL

BADIL est une ONG palestinienne qui lutte pour la reconnaissance et l'application du droit au retour des Réfugiés palestiniens. Elle est née de la prise de conscience que les droits des Réfugiés palestiniens ne sauraient être mieux défendus que ... par les Réfugiés eux-mêmes !

Réfugiés sur leur propre terre (dans les camps de Cisjordanie et de Gaza) ou dans les pays arabes voisins (camps du Liban, de Syrie et de Jordanie), mais aussi dans beaucoup d'autres pays du monde, ils sont plus de 5 millions à avoir le statut octroyé par l'UNRWA (Office de l'ONU pour les Réfugiés palestiniens).

Mais depuis 60 ans qu'ils ont commencé à être chassés de leur terre, leur droit au retour n'est que théorique et les Réfugiés palestiniens n'ont jamais obtenu le droit effectif de retourner dans leurs villages et villes d'origine.

L'ONG (où tous les camps sont représentés) mène des campagnes sur la question des Réfugiés et de leurs droits. Pour BADIL, le respect des droits fondamentaux des Réfugiés palestiniens - tels que fixés par le droit international et les résolutions de l'ONU - est la condition sine qua non de toute solution durable au conflit israélo-palestinien. Tout plan de paix qui laisserait de côté la question des Réfugiés, comme ce fut le cas des accords d'Oslo, est voué à l'échec, car il ignorerait une composante essentielle de la Palestine et de son histoire : le déplacement, l'exil forcé de millions d'habitants de cette terre et de leurs descendants.

BADIL recueille aussi la parole, les témoignages de celles et ceux qui ont vécu la Naqba (1948) et les autres périodes d'exil forcé (1967 notamment). C'est un instrument au service de la mémoire des Palestiniens, un outil pour écrire leur histoire, y compris ce qui se joue actuellement avec l'annexion de Jerusalem-Est, par

exemple, et les expropriations incessantes opérées par les colons, la construction du Mur.

BADIL transmet aux jeunes générations la mémoire des plus anciennes et le patrimoine culturel que celles-ci avaient emporté en "emportant la clé" de leurs maisons...
www.badil.org



ALL ARAB REFUGEES must return to their HOMES, as otherwise there can be no peace in the Middle East.

III - PARTIS ET ORGANISATIONS POLITIQUES



PARTIS PALESTINIENS dans les frontières actuelles d'Israël

Le Front démocratique pour la paix et l'égalité (Jabha ou Hadash)

Né en 1977 de l'association entre le Parti communiste israélien, seul parti nationaliste arabe représenté à la Knesset jusqu'en 1984, et divers mouvements étudiants et associatifs nationalistes. Il bénéficie de 4 députés élus en 2009 au parlement israélien.

Le Mouvement arabe pour le changement (Ta'al)

Crée en 1996 peu avant les élections législatives par Ahmed al-Tîbî, ancien conseiller de Yasser Arafat, et des notables palestiniens. Fait parfois liste commune avec le Tajammu' ou la Jabha. En 2009, il bénéficie de 4 députés.



Le Rassemblement patriotique démocratique (Tajammu' ou Balad)

Né en 1996 de la fusion entre plusieurs groupes nationalistes extraparlimentaires qui s'identifiaient aux factions de gauche de l'O.L.P. Sous la houlette de son président 'Azmi Bichâra, le Tajammu' a formulé le mot d'ordre depuis martelé par tous les partis arabes en Israël : transformer l'État des Juifs en « un État de tous ses citoyens » où les citoyens arabes seraient pleinement égaux avec les Juifs. Suite à un voyage en Syrie en 2001, 'Azmi Bichâra est harcelé par Israël et il a fini par s'exiler depuis 2007. Aujourd'hui dirigé par Jamâl Zahâlqa, le Tajammu' bénéficie de 3 députés au parlement de 2009.

Proches de ce parti :

- le Ahali Center for Community Development, créée en 1999,
- le Pacte des Druzes Libres (Mithâq al-Ma'rûfiyîn al-Ahrâr), association druze créée en 2001 qui milite pour la défense de l'arabité des Druzes et leur rapprochement avec les autres citoyens arabes d'Israël.

Les Enfants du pays (Abnâ' Al-Balad)

Créé en 1969, il s'identifiait alors aux factions « radicales » de l'OLP (FPLP et FDLP) et revendiquait la lutte armée pour libérer la Palestine. Il a été le premier à formuler l'idée que les Arabes d'Israël font partie intégrante du peuple palestinien. S'il a présenté des listes à plusieurs élections municipales, il a toujours refusé par principe de participer aux élections parlementaires, ce qui équivaldrait selon lui à une reconnaissance de l'entité sioniste.

Aujourd'hui, Abnâ' Al-Balad ne revendique plus officiellement l'anéantissement d'Israël par la lutte armée et il est toujours influent, en particulier dans le milieu étudiantin.

<http://www.abnaa-elbalad.org>

Les groupes islamistes

- Le Mouvement islamique.
- L'Association Al-Aqsa pour la réhabilitation des waqfs musulmans, créée en 1989, s'occupe du recensement et de la restauration des lieux saints musulmans sur le territoire israélien, ainsi que de la défense de la mosquée Al-Aqsa à Jérusalem, thème phare de la mobilisation islamiste en Israël.
- La Fondation Al-Aqsa pour l'entretien des Lieux-saints musulmans est son homologue plus radicale, créée en 2001.
- Le Comité d'aide humanitaire, créé en 1989, chargé de l'action caritative, probablement proche du Hamas
- L'Association pour l'aide aux orphelins et aux nécessiteux est son homologue plus modérée, créée en 1996.

PARTIS PALESTINIENS dans les territoires occupés par Israël depuis 1967

Fatah : Parti nationaliste palestinien fondé en 1959 et longtemps dirigé par Yasser Arafat, principale organisation membre de l'OLP. Les dirigeants de l'Autorité Palestinienne actuelle, dont son président Mahmoud Abbas, en sont issus. Les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa sont sa branche armée. En 2006, le Fatah a obtenu 45 des 132 sièges du Conseil Législatif Palestinien (CLP), le parlement palestinien.

Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP) : fondé en 1967 par Georges Habache, le FPLP est un mouvement d'opposition nationaliste interne à l'OLP, proche des mouvements marxistes. Son secrétaire général actuel, Ahmad Saadat, est détenu depuis 2005 suite à l'élimination en 2001 de l'ancien ministre israélien d'extrême-droite, Rehavam Zeevi. Proches du FPLP, l'UHCW (Union of Health Work Committees) et le Health Work Committees (HWC) agissent dans le domaine de la santé, la Union of Agricultural Work Committees (UAWC) dans le domaine agricole, l'Union of Palestinian Women Committees dans le domaine des affaires féminines, et la Addameer Prisoners' Support Association, dans celui de la défense des droits des prisonniers. En 2006, le FPLP a obtenu 3 sièges au parlement palestinien.

Front Démocratique de Libération de la Palestine (FDLP), de Nayef Hawatmeh, né d'une scission avec le FPLP en 1969, est l'autre grand mouvement d'opposition nationaliste interne à l'OLP, issu de la mouvance maoïste. Proche du FDLP, l'UHCC (Union of Health Care Committees) intervient dans le domaine de la santé.

Parti du Peuple Palestinien (PPP), ancien Parti Communiste palestinien. Quelques organisations proches du PPP sont le JMCC (Jerusalem Media and Communication Centre) qui opère dans le domaine des médias, le PARC (Palestine Agricultural Relief Committees) dans celui de l'agriculture et du développement, le Medical Relief Committees dans celui de la santé et le PWWSD (Palestinian Working Woman Society for Development), sa branche féminine (créée en 1981 sous le nom de Union of Palestinian Working Women Committees). Aux élections de 2006, une coalition faite du FDLP, du PPP et de deux autres petits partis (le FLPP et le Fida) ont obtenu 2 sièges au parlement.

Palestinian National Initiative de Mustafâ Barghouti, ancien membre du PPP, arrivé deuxième derrière Mahmoud Abbas lors des élections présidentielles de 2005. Aux élections législatives de 2006, ce parti a obtenu 2 sièges au parlement.

La Troisième Voie est un petit parti de centre-droit fondé en 2005 par Salam Fayyad et Hanan Ashrawi. Aux élections de 2006, ce parti a obtenu 2 sièges et Salam Fayyad est devenu le premier ministre de Mahmoud Abbas en 2007.

Hamas : première force islamiste palestinienne, le Mouvement de la résistance islamique-Hamas est issu de l'Association égyptienne des Frères musulmans. Sa branche armée est constituée des Brigades du martyr 'Izz Al-Dîn Al-Qassâm. Ayant gagné les élections législatives de 2006, le Hamas a obtenu 74 des 132 sièges du parlement palestinien. 27 députés Hamas (un tiers) ont été arrêtés par Israël et sont en prison, avec 8 ministres du gouvernement d'union nationale (un quart du gouvernement) et une dizaine d'autres personnalités politiques.

Mouvement du Jihad Islamique en Palestine (MJIP) : autre grande composante historique de la mouvance islamiste palestinienne, dont les Brigades de Jérusalem constituent l'aile armée. Ne participe pas aux élections.

ORGANISATIONS ISRAËLO-PALESTINIENNES OU ISRAËLIENNES PROGRESSISTES



Les Anarchistes Contre le Mur : mouvement fondé en 2003, formé d'opposants israéliens à la politique coloniale de leur pays. Malgré leur faible nombre, ce sont actuellement, parmi les militants, les plus déterminés et les plus actifs contre l'occupation et le Mur. C'est un mouvement jeune qui, semaine après semaine, participe à la résistance populaire contre le mur de ségrégation dans diverses localités de la Cisjordanie, notamment les villages de Bil'in à l'Ouest de Ramallah, al-Ma'asara et Ertas au sud de Bethlehem, ainsi que Beit Ummar, au nord d'Hébron. Leur action a débuté lorsqu'ils ont planté une tente sur les terres du village de Mas'ha, là où devait être construit ce qui devait être le mur. Pendant trois mois, avec des jeunes du village, ils se sont confrontés aux forces d'occupation israéliennes qui essayaient de les chasser.

C'est cette action commune qui a scellé leur alliance avec les jeunes palestiniens. Le fait qu'ils étaient prêts à payer de leur personne a fait des Anarchistes Contre le Mur l'organisation israélienne la plus populaire auprès de la société palestinienne. Bien avant les autres organisations, ils ont identifié le mur comme un symbole du mal de l'occupation, et en général, du mal de cette période mondiale qui se construit sur des murs et l'apartheid. Plutôt qu'une idéologie, ce sont des valeurs communes qui unissent et motivent ces militants. Les injustices, politiques ou sociétales, participent d'un même ordre qu'ils rejettent radicalement et totalement, et ils ont la volonté d'œuvrer pour un autre monde.



En ce sens, ils appartiennent bien à un phénomène générationnel global qui est apparu sur la scène politique internationale à Seattle, lors de la première grande mobilisation contre l'OMC en 1999 et qui, depuis, mène les mobilisations du mouvement social. Ces activistes non-violents sont souvent arrêtés, inculpés et condamnés pour leur participation à la lutte contre l'occupation et la colonisation.

<http://www.awalls.org>

Les Femmes en Noir : Les « Women in Black » de Jérusalem sont apparues en 1988, lors de la première Intifada. Tous les vendredis, Place de France à Jérusalem-Ouest, leurs pancartes « End of occupation » disent clairement en anglais, en hébreu et en arabe leur refus de la politique d'occupation des territoires, qu'il n'y a pas de paix possible sans justice et sans que les territoires occupés soient rendus pour constituer un État palestinien. Comme les Mères de la place de Mai à Buenos Aires en Argentine, leur ténacité a payé : elles sont devenues emblématiques de la résistance non-violente des femmes à une situation d'injustice. D'autres groupes de femmes en noir se sont créés de par le monde, en Colombie, en Italie, en Espagne, aux USA, en France... 20 ans après, elles sont encore et toujours là chaque vendredi.

<http://www.womeninblack.org>

Les Refuzniks : ce sont des objecteurs de conscience, qui refusent de servir dans l'armée d'Israël, notamment de combattre en territoires occupés. Le phénomène des « refuzniks » qui, en soi, n'est pas nouveau, a pris une certaine ampleur depuis le déclenchement de la deuxième Intifada. Des officiers, de simples soldats, ou encore des réservistes, refusent de servir dans l'armée. Les

objecteurs de conscience ont toujours existé en Israël, les uns refusent de porter les armes pour des raisons religieuses, d'autres pour des raisons philosophiques. Avec les « refuzniks », est né un nouveau type d'« objecteurs de conscience » qui ne remplissent pas vraiment la définition traditionnelle, puisqu'ils ne s'opposent pas au port des armes ni à l'armée en soi, bien au contraire : tous se disent prêts à servir leur pays en cas d'agression extérieure sur le territoire israélien... à l'intérieur de ses frontières d'avant 1967 ! Prêts à mener une guerre de défense, mais pas d'agression. Et pour eux, l'annexion des territoires de Cisjordanie n'est rien d'autre qu'une agression.

Selon eux aussi, les actes terroristes et le sentiment de haine du côté palestinien ont pris l'ampleur qu'on leur connaît depuis l'occupation des territoires. Un nombre croissant de membres de l'armée active israélienne et de ses réservistes sont emprisonnés pour avoir refusé de servir dans les Territoires occupés. Leur message est clair: il faut que cessent les agissements contraires aux normes relatives aux droits humains et au droit international humanitaire.

<http://www.couragetorefuse.org>

The Alternative Information Center (AIC) : association israélo-palestinienne fondée en 1984, dont le but est la production d'informations alternatives (en arabe, hébreu et anglais) sur tous les sujets touchant aux relations israélo-palestiniennes, mais aussi dans la mise en place de campagnes en faveur de la cause palestinienne (contre la torture par exemple).

<http://www.alternativenews.org>

Kav La Oved : organisation israélo-palestinienne de protection des droits des travailleurs, fondée en 1991. Elle défend les droits des travailleurs, en Israël ou dans les territoires occupés depuis 1967, en particulier les travailleurs les plus pauvres, les Palestiniens, les migrants et les travailleurs sous contrat. Elle informe les travailleurs de leurs droits en termes de salaires et de protection sociale et elle rassemble des données sur les conditions de travail en Israël/Palestine.

<http://www.kavlaoved.org.il>

Neve Shalom – Wahat al-Salam (Oasis de paix) : village situé entre Jérusalem et Tel-Aviv, fondé en 1971 par des citoyens juifs et palestiniens militant pour la paix et l'égalité. Depuis 1979, une école bilingue offre aux enfants du village et des environs une éducation ouverte aux deux cultures.

<http://nswas.org>

Ta'âyush (Coexistence) : créée en 2000 par des Palestiniens et des Juifs israéliens afin, comme son nom l'indique, de promouvoir leur coexistence, mais aussi de combattre l'occupation par Israël des territoires palestiniens. Elle se mobilise tout particulièrement contre la construction du mur de séparation.

<http://www.taayush.org>

B'Tselem : ONG créée en 1989, c'est le centre israélien d'information pour les droits de l'homme dans les territoires occupés. Elle publie des rapports, participe

aux mobilisations et tente de faire pression sur les membres du parlement israélien sur tous les sujets ayant trait aux violations des droits humains.
<http://www.btselem.org>

Zochrot (Celles qui se souviennent) : fondée en Israël en 2002, cette ONG s'est fixé pour objectif de recenser tous les villages de la Palestine historique où a eu lieu le nettoyage ethnique perpétré par les milices sionistes en 47-48. Zochrot a ainsi pu faire reconnaître certains lieux où tout avait été rasé comme lieux de mémoire, avec apposition de plaques commémoratives en arabe, en hébreu et en anglais...

<http://www.zochrot.org>

<http://www.palestineremembered.com>



Témoignage

OÙ EST LA GAUCHE ISRAËLIENNE ?

Michel Warschawski - membre fondateur
du Centre d'Information Alternative, Jérusalem

Tout au long d'une tournée de conférences en Europe, en février 2009, j'ai été interpellé par la question : « Et la gauche israélienne, dans tout cela ?... » Bonne question, quand on sait que le carnage de Gaza a été soutenu par plus de 90 % du public juif-israélien, et donc aussi par la majorité de ce qu'on a longtemps dénommé « le mouvement de la paix ».

Disons-le sans détour, au moment où l'armée israélienne commettait de véritables crimes de guerre, ce mouvement a brillé par son absence. Pire : ses deux expressions organisées, le Parti Meretz et le mouvement de « La Paix Maintenant » ont soutenu l'attaque contre Gaza, en recyclant les arguments les plus éculés de la propagande gouvernementale : la nécessaire riposte aux roquettes sur la ville de Sderot et, plus généralement, la nécessité de mener une guerre préventive contre la menace islamiste.

Ce n'est que 10 jours après le carnage que la Paix Maintenant publiait un communiqué qui disait « Maintenant, il faut recommencer à parler ». Le mot « maintenant » est évidemment le cœur de leur position : après avoir martyrisé la population civile de la Bande de Gaza, il faut reprendre les négociations... avec Mahmoud Abbas (le Président palestinien), que l'attaque contre Gaza a totalement décrédibilisé au sein de la population palestinienne tout entière. Le seul rassemblement organisé par La Paix Maintenant, trois semaines après l'agression, n'a d'ailleurs regroupé que 300 personnes.

Cette contre-performance confirme le déclin du mouvement de la paix institutionnel et responsable, comme il aime à se définir, un mouvement qui, il y a 12 ans encore, était capable de mobiliser plus de 100 000 manifestants. En fait, celui-ci a cessé d'exister en août 2000, quand il a accepté de se laisser piéger par le discours mystificateur d'Ehoud Barak après le sommet de Camp David, sur l'absence de partenaires et le rejet de ses « offres généreuses » par Yasser Arafat. Le journaliste Charles Enderlin et Robert Maley, le conseiller de Bill Clinton à ce sommet, ont depuis longtemps réglé son sort à ce mega-mensonge, mais les dégâts qu'il avait provoqués sur le mouvement de la paix ont été irréversibles. Jamais plus La Paix Maintenant n'a pu s'en relever et rejouer son rôle comme opposition de masse à la droite. Le discours de droite, intransigeant et agressif, est devenu dès lors consensuel.

C'est cette désolante réalité qui donne toute son importance à la coalition des forces anti-coloniales dans le cadre de la Coalition Contre la Guerre. Ce regroup-

PALESTINE

pement est composé des mouvements et organisations qui se situent sur une position d'opposition de principe à la colonisation, l'occupation et la guerre, à savoir : les divers mouvements de femmes contre la guerre, les organisations de soldats réfractaires et refuzniks, les ONG progressistes comme le Centre d'Information Alternative (AIC) ou les Rabbins pour les Droits de l'homme, le Bloc de la Paix, les Anarchistes Contre le Mur et les mouvements et partis politiques qui représentent la minorité arabe en Israël.

Cette coalition a pu mobiliser jusqu'à 8 000 manifestants dans de très nombreux rassemblements et manifestations tout au long des trois semaines de « guerre » contre Gaza. C'est peu, mais néanmoins suffisant pour casser le discours consensuel de soutien à l'agression contre Gaza et donner aux Palestiniens une modeste raison de ne pas désespérer totalement d'une réconciliation future.

IV - LA DÉFENSE DES DROITS DES TRAVAILLEURS

LE SYNDICALISME EN PALESTINE : un long chemin vers la liberté

C'est en 1925, soit 5 ans après l'établissement de la Histadrout comme Fédération des Travailleurs hébreux en Terre d'Israël, qu'est fondée à Haïfa la "Société des Travailleurs Arabes de Palestine", premier syndicat palestinien.

En 1933 a lieu la première grève générale, suivie en 1936 d'une seconde grève générale qui va durer 6 mois et se transformer en mouvement insurrectionnel de libération nationale.

La guerre menée par les milices sionistes contre les Palestiniens (Nakba) en 1947, puis l'établissement de l'Etat d'Israël en 1948 vont provisoirement mettre un coup d'arrêt aux luttes des organisations palestiniennes. Mais dès 1952 en Israël, puis dans les Territoires occupés par la Jordanie (Cis-jordanie) et l'Egypte (Bande de Gaza), les grèves reprennent. Après la guerre de 1967, l'occupation militaire israélienne impose aux syndicats palestiniens un cadre commun et, le développement économique aidant, les emplois se diversifient, et avec eux, l'activité syndicale.

A la fin des années 80, on comptait plus de 150 syndicats en Cisjordanie, dont 40 seulement étaient reconnus par l'occupant !

Mais à l'intérieur de la GFTU (Fédération Générale des Syndicats), sous l'influence des organisations de la résistance nationale, les fédérations rivales se multiplient et se divisent. Elles passent de 20 à 170 : Mouvement de la Jeunesse Travailleuse (Fatah), Front d'Action Progressiste Ouvrier (FPLP), Bloc Progressiste d'Union Ouvrière (PC), Bloc d'Unité Ouvrière (FDLP)...

En 1981, ces divisions provoquent l'éclatement de la GFTU en deux organisations concurrentes : l'une (liée au Fatah) siège à Ramallah, l'autre (regroupant les forces liées à la gauche de l'OLP) à Naplouse. En 1985, nouvelles scissions dans le courant lié au PC et dans celui du FDLP.

A ces divisions syndicales dans les Territoires occupés s'en ajoutent d'autres chez les Palestiniens en exil : à Tunis, où siège l'Autorité palestinienne, la direction du Fatah a constitué la PFTU (Fédération Palestinienne de Syndicats).

En 1987, la première Intifada est sévèrement réprimée par Israël, qui en profite pour écraser le mouvement syndical.

En 1990, à l'initiative des courants liés à l'OLP et de la PFTU, une conférence se tient à Amman qui rassemble tous les courants éparpillés du syndicalisme palestinien. L'unité semble alors se réaliser au congrès de fondation de la PGFTU (Fédération Générale Palestinienne des Syndicats). Mais cette réunification n'est qu'apparente, et les différentes composantes ne réalisent qu'un équilibre de sommet : à la base, en Palestine, cela ne se traduira pas par la reconstruction d'un mouvement syndical unitaire et démocratiquement ancré dans la société civile. La direction de la PGFTU devient une super-structure, sans base.

L'après-Oslo aggrave considérablement la situation des travailleurs palestiniens : bouclages des Territoires, multiplication des barrages militaires, couvre-feux, limitation du droit de circuler..., ajoutés aux lois réprimant en Israël le "travail clandestin", réduisent drastiquement les possibilités de travailler. Le chômage s'accroît encore avec la répression de la seconde Intifada, la construction du Mur de séparation, la destruction de l'économie palestinienne...

Dans le paysage syndical palestinien sont apparus des syndicats liés au Hamas, et dans la PGFTU, chaque parti conserve son "bloc syndical". Les directions, cooptées par les partis, ne maintiennent leurs positions que grâce à leurs attaches avec l'Autorité palestinienne, devenue "gouvernement".

C'est dans ce contexte "plombé" par l'occupation israélienne et la bureaucratization des structures dominées par l'Autorité, que se sont développés d'abord des Comités de Travailleurs, dans les secteurs de la Santé, de l'Éducation, des Telecom, chez les salariés des Municipalités... La revendication d'autonomie par rapport aux pouvoirs (il est par exemple encore interdit de constituer un syndicat indépendant pour les enseignants salariés de l'Autorité !) est une donnée majeure chez les travailleurs palestiniens, qui veulent se doter d'outils démocratiques pour mener des luttes sur le terrain des salaires, des conditions de travail, et s'atteler à la conquête de droits sociaux comme l'assurance chômage, maladie, retraite, etc

Constituées en syndicats, en Comités de travailleurs, parfois même sous le "parapluie" de la PGFTU, ou en simples "associations", ces nouvelles structures posent comme postulat que le combat pour la libération de la Palestine doit aller de pair avec la lutte pour la conquête des droits et libertés démocratiques : droit au travail, à un salaire décent, à la protection sociale, à l'éducation, à la liberté d'expression, d'association, droits des femmes,

En septembre 2006, après 6 mois de cessation des aides occidentales au gouvernement palestinien et l'arrêt complet du versement des salaires aux quelques 165 000 salariés de l'Autorité palestinienne, dans un contexte socio-politique très tendu entre partisans du Hamas et partisans du Fatah, les syndicats, toutes tendances confondues, parviennent à lancer ensemble un mouvement de grève générale des travailleurs palestiniens du secteur public : écoles et lycées ferment, hôpitaux, services sociaux, ramassage des ordures, services de sécurité... cessent progressivement toute activité, et même le secteur privé débraie en solidarité. La grève durera 6 mois, et en janvier 2007, enfin, la négociation aboutira au rétablissement partiel des salaires en échange de la reprise du travail.

En juillet 2007 s'est tenue à Ramallah, à l'initiative du DWRC (voir texte suivant), une Conférence des Syndicats Indépendants et Démocratiques Palestiniens, à laquelle l'Union Solidaires a participé. Regroupant des syndicats et comités de travailleurs d'une douzaine de secteurs professionnels (Santé, Université, Banques, Industrie pharmaceutique, Telecom, Municipalités, Electricité, Agriculture...), cette conférence, arrachée de haute lutte à "l'autorisation" du gouvernement de l'Autorité palestinienne, et rendue possible grâce à l'acharnement de ses initiateurs pour qu'elle se tienne, envers et contre tous les obstacles mis par la puissance occupante (les représentants des syndicats de Gaza n'ont pas pu venir, par exem-

ple...), a donné naissance à une "Coalition des syndicats indépendants et démocratiques palestiniens".

Depuis, bien sûr, la situation politique, économique et sociale de la Cisjordanie (ne parlons pas de Gaza où l'urgence est d'abord à la survie et à la reconstruction), s'est encore considérablement dégradée. Les syndicats doivent faire face à une montée sans précédent du chômage et de la perte totale de revenu. Les travailleurs palestiniens sont contraints d'accepter la dégradation de leur salaire et de leurs conditions de travail.

Et ce n'est pas la pression exercée par les puissances occidentales, alliées à Israël, pour que l'Autorité de Mahmoud Abbas impose aux Palestiniens la "normalisation" économique du capitalisme mondial (des milliards de dollars en échange de zones industrielles de non-droit où les syndicats seront interdits !), qui peut représenter un espoir d'amélioration.

L'Union syndicale Solidaires, qui a commencé à tisser des liens avec des syndicats palestiniens indépendants en 2004, et a accueilli deux de leurs représentants à son dernier congrès, souhaite pouvoir poursuivre cette coopération et manifester plus activement encore sa solidarité avec les travailleurs de Cisjordanie et de Gaza.

UNE ONG QUI DEFEND LES DROITS DES TRAVAILLEURS : LE DWRC

Le Centre pour la Démocratie et les Droits des Travailleurs

(Democracy and Worker's Rights Center) a été créé en 1993 par des avocats, des syndicalistes, des universitaires et des militants politiques actifs dans la société palestinienne. Son siège est à Ramallah.

S'appuyant sur une approche des droits de l'Homme, cette organisation non gouvernementale défend les droits des travailleurs palestiniens. Hier, ceux qui travaillaient en Israël, aujourd'hui, avec la fermeture des « frontières », dans les Territoires occupés et principalement en Cisjordanie. Cette défense se fait sur le plan juridique, par le biais de formation et d'éducation populaire. De même, le DWRC promeut l'égalité des droits entre les hommes et les femmes sur les lieux de travail et dans la société civile et veille à la parité de ses stages. Il organise même des formations sur les attitudes et comportement vis à vis des femmes. Avec l'aide d'une documentation conséquente, il met en place une aide juridique pour les salariés victimes de nombreux abus des employeurs.

Mais le DWRC a aussi comme but de faire évoluer la législation du travail, celle-ci étant proche du zéro. Avec 58 % des ménages au-dessous du seuil de pauvreté (46 % en Cisjordanie et 79 % à Gaza), la situation de l'emploi ne cesse de se dégrader. L'enfermement dans des territoires bouclés par l'armée d'occupation, l'impossibilité d'obtenir des permis de travail en Israël, la destruction des bâtiments plongent les Palestiniens dans la misère. Une « assurance » chômage provisoire mise en place par le DWRC a permis à des milliers de salariés de garder la tête hors de l'eau. L'objectif de la mise en place d'une protection sociale pour toutes et tous est un combat pour passer de « l'assurance familiale » à « l'assurance sociale ».

Se voulant indépendant des partis politiques qui minent la vie (non) démocratique du syndicat officiel, le PGFTU, le DWRC agit pour la construction de structures syndicales dont les instances sont élues régulièrement et qui défendent la liberté d'organisation. Ces syndicats ou comités de travailleurs se fondent sur la défense et la conquête de nouveaux droits, par la lutte et la négociation.

Les droits sociaux, économiques et culturels sont la base de l'action du DWRC pour construire une société démocratique.

C'est cette association qui avait co-organisé en 2004 le séjour dans différentes villes de Cisjordanie d'une mission intersyndicale et internationaliste à laquelle participaient des militants de Solidaires. La coopération avec le DWRC avait aussi permis la venue d'une délégation de militant-e-s palestinien-ne-s en France.

Depuis, nos relations au titre de l'Union syndicale se sont relâchées.

www.dwrc.org

LA HISTADROUT

Réputée “principale centrale syndicale israélienne”, la Histadrout est l’interlocutrice de la plupart des organisations syndicales dans le monde...

Fondée en 1920, la “Fédération des Travailleurs hébreux en Terre d’Israël” a été à l’initiative de la création de la Haganah, organisation paramilitaire qui commettra des massacres lors de la Nakba (exode forcé des Palestiniens avant la création d’Israël en 1948).

L’activité de la Histadrout consistait alors à orienter les immigrants juifs vers une “conquête du travail” manuel et agricole, tout en privilégiant l’emploi des travailleurs juifs plutôt qu’arabes. L’objectif était de détruire les conditions d’existence de la population palestinienne (essentiellement paysanne), pour justifier le slogan sioniste “une terre sans peuple pour un peuple sans terre”.

Ben Gourion, qui sera Secrétaire Général de la Histadrout de 1920 à 1935, déclarait : “Nous n’admettons pas leur droit [aux Arabes] de gouverner le pays, dans la mesure où le pays n’est pas édifié par eux et attend encore ceux qui vont le travailler”.

Un réseau important de sociétés de production, de services et d’institutions bancaires est établi sous le contrôle de la Histadrout : Banque Hapoalim, compagnie de bus Egged, société des eaux Makorot, compagnie maritime Zem... Le contrôle par la Histadrout du noyau dominant de l’économie israélienne, conjointement avec l’Etat, durera jusqu’au milieu des années 90, lorsque ces entreprises seront progressivement privatisées, sous l’impulsion du leader syndical Amir Peretz (futur Ministre de la Défense et initiateur des massacres du Liban par l’armée israélienne en 2006).

Ce n’est qu’en 1952 que la Histadrout décide d’admettre les travailleurs arabes au sein de son “département des affaires syndicales” : ils peuvent désormais bénéficier de ses services d’assistance médicale et de ses fonds d’assurance chômage et vieillesse.

En 1966, la Histadrout change officiellement son nom en “Fédération des travailleurs en terre d’Israël”.

Mais immédiatement après la guerre de 1967, qui voit Israël réoccuper militairement les Territoires de Cisjordanie et de Gaza, le gouvernement israélien met en place une politique sélective d’entrée pour les travailleurs palestiniens. Il faut désormais un permis de travail, sur lequel la Histadrout est consultée.

En 1970, une loi interdit aux travailleurs non-résidents en Israël de s’organiser syndicalement, mais leur octroie le droit de bénéficier des accords collectifs s’ils paient des “droits de représentation” (1% du salaire).

Après Oslo, l'accord-cadre signé en 1995 entre la Histadrouth et le PGFTU (Fédération Générale Palestinienne des Syndicats) prévoit le transfert direct à la Fédération palestinienne de 50 % des cotisations versées à Israël par les travailleurs palestiniens. Mais ces engagements sont restés lettre morte, et ont même été explicitement remis en cause par la Histadrouth après l'éclatement de la 2ème Intifada, en 2000.

Complice des mesures de contrôle des travailleurs palestiniens par les autorités israéliennes, la Histadrouth appelle également à la délation (y compris de façon anonyme), auprès de ses services, des travailleurs sans permis afin qu'ils soient "renvoyés"...

Soutien ouvert du plan Sharon de réoccupation/colonisation de la Cisjordanie (à partir de 2002), et en particulier partisane de la construction du Mur d'apartheid, la Histadrouth s'est encore récemment affichée comme complice de l'Etat sioniste en soutenant ouvertement la guerre menée par Israël contre Gaza.

Les bases d'un syndicalisme pluraliste, non-communautaire et indépendant de l'Etat d'Israël sont à chercher ailleurs, du côté de nouvelles organisations de travailleurs nées dans la dernière décennie :

- Kav La'Oved (SOS-Travailleurs)
- Commitment (L'Engagement)
- Centre d'Aide aux Travailleurs étrangers
- Sawt el-Amel (La Voix du Travailleur)
- Centre de Conseil aux Travailleurs

TRAVAILLEURS PALESTINIENS = TRAVAILLEURS SANS DROITS

par Raed Abu Yussef **

Depuis la création de l'Etat colonial israélien, deux nouvelles classes sociales sont apparues, une classe ouvrière, à forte majorité palestinienne, et une deuxième, le patronat.



PALESTINE

Après 1967, Israël s'est mis à embaucher de la main-d'œuvre palestinienne. Les Palestiniens, qui étaient des paysans très pauvres, sont alors devenus des ouvriers bien payés et ont donc cessé de cultiver leurs terres, ce qui a permis à Israël de s'arroger le droit de confisquer cette terre.

Après les accords d'Oslo, alors qu'il employait plus de 100 000 ouvriers, Israël a édicté une nouvelle réglementation sur le travail des Palestiniens en Israël. L'État sioniste a aussi commencé à créer des zones industrielles dans les colonies.

À présent qu'il y a le Mur de séparation, peu de Palestiniens - quelques dizaines de milliers - travaillent encore en Israël, qui ne laisse entrer sur son territoire que les Palestiniens munis d'une autorisation. Il faut, pour obtenir cette autorisation, remplir certaines conditions ; entre autres, le demandeur doit avoir plus de 35 ans, avoir des enfants et l'accord des services de sécurité et de la police.

Aujourd'hui, 30 000 ouvriers palestiniens travaillent dans les colonies. Ces ouvriers sont très mal payés, un à deux euros de l'heure, et la plupart des usines dans ces colonies sont très dangereuses pour la santé des ouvriers ainsi que pour l'environnement.

20 000 autres Palestiniens travaillent comme ouvriers agricoles dans la vallée du Jourdain, entre autres dans des palmeraies. Certains, parmi eux, étant contraints de rester plus de six heures en haut des palmiers sans aucune protection, on compte deux accidents par semaine.

En octobre 2007, la haute cour israélienne a décidé que la législation du travail israélien devait aussi s'appliquer dans les colonies, suite à une demande de Kav La Oved*. Les patrons israéliens ont refusé d'appliquer ces lois.

Kav La Oved défend les ouvriers palestiniens travaillant dans les colonies. Ses objectifs sont :

- de fédérer les ouvriers,
- de leur fournir une assistance juridique,
- de rendre publics tous les incidents/accidents qui se produisent sur ces lieux de travail,
- d'inviter des associations pour leur montrer ce qui se passe sur le terrain,
- d'écrire des lettres incitant les patrons à respecter la loi et à améliorer les conditions de travail,
- d'identifier les clients de ces usines et exploitations agricoles pour les informer qu'elles exploitent les ouvriers au maximum et que ces ouvriers travaillent dans des conditions misérables.

Les problèmes essentiels des ouvriers :

- les ouvriers sont payés 1 ou 2€/heure, alors que le salaire minimal est de 4€selon la loi israélienne,
- ils ne sont pas payés les jours de repos hebdomadaire,
- ils n'ont pas de retraite,
- les blessés ne sont pas soignés en Israël : on les jette aux barrages, et c'est à eux de se faire soigner à leur propre charge,
- il y a beaucoup d'accidents de travail mais rien n'est fait pour les éviter,

- dans la vallée du Jourdain, beaucoup d'enfants de 12 à 17 ans travaillent. Les moyens de soutenir les ouvriers :
- informer des conditions de travail des ouvriers, les clients français et européens des entreprises israéliennes impliquées,
- informer les media du projet que nous avons de travailler avec les ouvriers des palmeraies, en particulier ceux qui doivent passer plus de six heures d'affilée en haut des palmiers,
- aider à dresser la liste de tous les produits israéliens de manière à identifier les produits des colonies,
- identifier les fournisseurs européens des produits utilisés/consommés en Israël.

* Kav La Oved (littéralement, en hébreu, "SOS-travailleurs") est une ONG israélienne fondée en 1991 dans le but de protéger les droits des travailleurs défavorisés. Elle informe, conseille et fournit une assistance juridique aux travailleurs les plus démunis d'Israël : les migrants, les Palestiniens, et les smicards israéliens. Elle les défend également en désignant nommément les employeurs qui violent ces droits et en leur "faisant honte", en incitant ouvriers et consommateurs à se détourner de ce type d'employeurs, en publiant par des moyens légaux le nom des employeurs et des entreprises dont les pratiques sont condamnables au regard des autorités, et en portant plainte à leur encontre.

Kav LaOved, qui coopère souvent avec d'autres ONG israéliennes et palestiniennes, a des bureaux en Israël et deux antennes dans les Territoires occupés, plus des coordinateurs qui s'occupent sur le terrain des travailleurs palestiniens employés dans les colonies israéliennes de Cisjordanie.

**Raed Abu Yussef, qui a fait des études d'agronomie à Montpellier, est paysan dans la région d'Hébron.

Il est président d'une coopérative agricole. Celle-ci a été créée en 2006 afin d'écouler l'abondante production de fruits et légumes locale : à partir de la 2ème Intifada (2000), les distributeurs israéliens ont continuellement baissé leur offre de prix. Quand ils en sont arrivés à, par exemple, 0.30 shekels/kg de raisin alors que le coût de production était d'un shekel, les producteurs ont décidé de refuser. Les produits qui ne peuvent être commercialisés sur place sont conditionnés par la coopérative (par exemple, on y fabrique du jus de raisin). En raison des multiples restrictions et tracasseries d'Israël, trouver des débouchés reste le problème n°1...

Il est également militant du Comité de Défense de la Terre. Cette association a pour but de défendre les Cisjordaniens dont les terres ont été confisquées par Israël ou sont menacées. Au mépris des lois internationales et des résolutions de l'ONU, Israël continue en effet à annexer pour agrandir les colonies et en construire de nouvelles, créer des routes à l'usage exclusif des colons israéliens, établir des zones "de sécurité" militaires qui coupent la Palestine des pays voisins, et pour continuer la construction du Mur (qui empiète largement en terre palestinienne).

De nombreux paysans n'ont déjà plus accès à leur terre et certains, dont le village est totalement enclavé, n'auront peut-être pas d'autre choix que d'aller grossir la main-d'œuvre bon marché de zones industrielles des colonies israéliennes. ...et la boucle est bouclée !! Mur, clôtures à haut voltage, blocs de colonies, avant-postes, routes "de contournement", barrages, checkpoints, bases militaires, ...etc : cernés et enfermés par tous les dispositifs de l'occupation coloniale, privés de leur moyen de subsistance, ces villageois palestiniens n'ont plus, pour survivre, qu'à aider l'occupant à prospérer.

Le Comité de Défense de la Terre accueille régulièrement des missions civiles d'observateurs internationaux. Ils peuvent, en période de récolte, aider par leur présence, permettre aux agriculteurs d'accéder à leurs champs malgré la difficulté d'en obtenir l'autorisation et le harcèlement des colons, souvent soutenus par l'armée. Les observateurs peuvent aussi, à leur retour, témoigner de l'injustice et des brutalités que subissent les Palestiniens...

KAV LA'OVED, OU COMMENT AGIR DANS LES ZONES INDUSTRIELLES DE NON-DROIT

Adapté d'un article de Benito Perez,
publié dans le journal suisse Le Courrier (février 2009).

Des colonies industrielles ont poussé ces dernières années à l'ombre du mur de séparation. Si les implantations ont toujours hébergé des activités économiques, de l'artisanat des débuts, on est maintenant passé à la production industrielle. De l'agro-industrie de la vallée du Jourdain aux usines installées le long du mur, plusieurs dizaines de milliers de Palestiniens franchissent quotidiennement les check-points de ces zones industrielles d'un genre particulier, calcule Raed Abu Yussef. Des employés dispersés dans plus de 350 entreprises que ce syndicaliste d'Hébron tente d'organiser depuis plus d'un an pour le compte de l'ONG israélienne Kav La'Oved. Un travail titanesque que cette organisation mène pratiquement seule depuis 2002. Par principe, Histadrout, la grande centrale syndicale israélienne proche des travaillistes, ne se mêle pas des territoires occupés. Quant aux syndicats palestiniens, barrés des colonies, ils se montrent réticents à l'égard de travailleurs qui ont longtemps fait figure de "traîtres". "Mais le phénomène a pris une telle ampleur que les syndicats commencent à se coordonner avec nous", assure Raed Abu Yussef.

À l'origine de ce développement : les accords de paix d'Oslo en 1994. Shimon Peres, l'un de ses artisans israéliens, prévoyait de limiter la transhumance quotidienne de quelque 200 000 travailleurs palestiniens vers Israël par des projets productifs conjoints dans les territoires. Rapidement mis au frigo, ce plan concerté a été réactivé il y a environ cinq ans. Mieux qu'un bantoustan sud-africain, une colonie en Cisjordanie : ce n'est pas la Palestine, ce n'est pas Israël, c'est une zone libre. Libre, en tout cas, pour les employeurs, qui disposent là d'un réservoir inépuisable de travailleurs dociles et bien formés, les deux tiers des Palestiniens ayant suivi des études secondaires. Et plusieurs centaines de milliers de chômeurs et un tiers de salariés vivant sous le seuil de pauvreté, "les Palestiniens n'ont pas vraiment de choix", relève Raed Abu Yussef.

Ni Israël, ni Palestine, les colonies ont longtemps appliqué à leurs employés arabes la législation jordanienne en vigueur avant la conquête de 1967. Pas de syndicats, pas de vacances, aucune protection sociale ou sanitaire (25 morts par an), des salaires entre 6 et 10 shekels de l'heure (de 1 à 2 euros), alors que le smic israélien est à 21 shekels (4 euros), des conditions patronales de rêve, encore renforcées par

les politiques d'encouragement menées par l'Etat d'Israël (impôts locaux modérés, prêts subventionnés). Sans compter que les ressources – terre, eau, etc. – sont quasiment gratuites, puisqu'elles sont volées aux Palestiniens. On comprend mieux dès lors pourquoi plusieurs projets de zones industrielles sont en cours d'élaboration afin d'absorber les demandes insatisfaites sur les principaux sites actuels de Tulkarem, Kalkilia, Salfit (Barkan) et Ariel. Sous l'impulsion de Kav La'Oved, la Cour suprême israélienne avait pourtant jeté un froid, en octobre 2007, sur cet appétissant banquet, en estimant que la loi sur le travail de l'Etat hébreu devait s'appliquer à ses entreprises sises en territoire occupé. Mais cette victoire juridique, Raed Abu Yussef et ses camarades ont toutes les peines à la faire respecter. Entre autres astuces, des sociétés palestiniennes écrans ou des fiches de paie tronquées suffisent à contourner la loi. Au-delà de la complicité de l'administration israélienne, le vrai obstacle réside dans la situation d'extrême précarité des Palestiniens. "Pour se rendre au travail dans une colonie, l'ouvrier a besoin d'un laissez-passer renouvelable tous les trois mois. Il a intérêt à montrer patte blanche", résume M. Yussef. Pis, il n'est pas rare que l'autorisation militaire, attribuée après un entretien avec un officier des services secrets, se paie d'une dénonciation d'un "terroriste" ou d'un "agitateur".

Ce Far East colonial attire également une clientèle soucieuse de violer les normes environnementales en vigueur en Israël. "Dans la zone industrielle de Tulkarem, tous les ouvriers sont malades. Il y est parfois impossible de respirer", témoigne M. Yussef. Le syndicaliste relève d'ailleurs la tendance à séparer géographiquement colonie de peuplement et son pendant industriel... Ainsi la fameuse zone industrielle de Barkan héberge plus d'une centaine d'entreprises et 6 000 emplois pour 1 200 habitants !

Raed Abu Yussef se refuse pourtant à baisser les bras. Depuis la sentence de la Cour suprême, "plusieurs luttes ouvrières se sont terminées par des victoires" et "une dizaine d'usines appliquent maintenant la loi israélienne", annonce-t-il. Certaines ont plié lorsque Kav La'Oved a informé clients et investisseurs étrangers des conditions de travail dans les colonies. Une stratégie appelée à s'intensifier pour amener les occidentaux à désinvestir. Certaines sociétés du nord de l'Europe – Heineken, Assa Abloy, Unilever – ont déjà retiré leurs billes.

D'autres subissent une pression renforcée depuis les massacres de Gaza. Faut-il ne boycotter que les produits israéliens, ou également ceux de Cisjordanie, puisqu'ils sont dans leur immense majorité en provenance des colonies? Faut-il prendre le risque de laisser les Palestiniens sans travail ? "Oui, les colonies n'offrent que des emplois de mauvaise qualité et renforcent notre dépendance. On ne peut rien bâtir de durable là-dessus", répond Raed Abu Yussef, quittant sa casquette de défenseur "pragmatique" des travailleurs. "Les ouvriers me disent souvent : mon patron me traite exactement comme un soldat au barrage. C'est symbolique !"

PALESTINE

V - TÉMOIGNAGES

RIEN N'A CHANGE A GAZA

Ziad Medoukh

Ziad Medoukh est chef du département de français, professeur de français à l'université Al-Aqsa de Gaza, coordinateur du Centre pour la paix de l'université Al-Aqsa, militant laïc et non affilié politiquement, acteur d'une solution pacifique à la défense des droits des Palestiniens et à la résolution des conflits (israélo-palestinien et inter-palestiniens), écrivain, chercheur, poète, mais avant tout simple citoyen palestinien de Gaza.



Siné est révolté par le massacre des Gazaouis qu'il représente écrasés littéralement par l'éperon israélien. Ce dessin est un inédit offert à Solidaires.

Deux mois après la fin de l'agression israélienne contre la Bande de Gaza qui a fait plus de 1 500 morts palestiniens, des civils et des enfants en majorité, sans oublier les blessés et la destruction massive de l'infrastructure, des maisons, des écoles, universités, voire des usines et des bâtiments, la situation reste très grave à tous les niveaux, surtout au plan humanitaire, pour plus de 1,5 millions de Gazaouis qui sont toujours enfermés, malgré la mobilisation internationale contre les attaques israéliennes et pour leurs droits.

La vie reprend lentement dans les rues de Gaza, qui témoignent de la barbarie de l'armée israélienne pendant les trois semaines de l'offensive militaire contre les femmes et les enfants. Partout à Gaza, on trouve des ruines des maisons ou des bâtiments détruits et visés par les bombardements israéliens.

Les habitants de Gaza essayent de montrer leur capacité à dépasser cette période difficile à travers une vie plus ou moins normale, mais sur leurs visages on voit la tristesse voire l'inquiétude d'une population qui vit toujours sous blocus et qui est toujours enfermée dans une prison à ciel ouvert. Les écoles, les commerces et les marchés reprennent leurs activités, mais avec des souvenirs et des images de la dernière attaque israélienne sur Gaza. C'est très difficile pour ces gens d'oublier leurs morts, leurs blessés et leurs maisons et écoles touchées par les attaques israéliennes. Les images des bombes, missiles et chars israéliens reviennent toujours dans la mémoire.

Deux mois après, rien ne semble différent pour les Gazaouis toujours à la recherche d'une solution politique, et pas seulement humanitaire, suite à leur résistance remarquable contre les armes de l'aviation, la marine et la force terrestre israéliennes. Le blocus dure depuis plus de 20 mois, les passages et les frontières avec l'extérieur sont toujours fermés par ordre militaire israélien et les produits alimentaires qui entrent à Gaza sont rares. Les Israéliens ouvrent les passages commerciaux une ou deux fois par semaine pour permettre l'entrée de quelques camions et convois humanitaires, souvent pour les organisations internationales comme l'UNRWA (Agence de l'Onu pour les Réfugiés palestiniens), avec cinq ou six produits seulement, en privant la population de Gaza de beaucoup de matériaux et de produits, tels les matériaux de reconstruction, sous prétexte que les combattants ou les factions palestiniennes vont les utiliser pour la fabrication des missiles et roquettes.

Les Gazaouis craignent la reprise des attaques israéliennes, puisque la communauté internationale n'a pas joué son rôle d'imposer au gouvernement israélien l'arrêt des combats et qu'elle ne fait pas de pressions pour qu'il lève le blocus imposé à la population civile de Gaza depuis plus de 20 mois. Les habitants, qui sont épuisés à la fin de cette agression israélienne, ont peur pour leurs enfants et leur avenir. Ils espèrent avoir un gouvernement d'union nationale en Palestine pour en finir avec la division palestinienne qui a aggravé leur situation économique et sociale, et pour qu'ils puissent s'occuper de la reconstruction de Gaza détruite par l'offensive militaire israélienne.

Le seul signe d'espoir pour les Palestiniens de Gaza, comme pour tous les Palestiniens en Palestine et à l'extérieur, c'est l'éducation. Malgré la destruction de plus de 15 écoles et le bombardement de plus de 29 écoles et trois universités dans la Bande de Gaza, les élèves, les étudiants et leurs professeurs continuent de fréquenter leurs écoles et leurs classes, en dépit de toutes les pertes et de toutes les conséquences économiques, sociales et psychologiques. Plusieurs cours se font sous les ruines des écoles touchées par les bombardements israéliens, ou dans des tentes. Les élèves qui viennent à leurs cours rendent hommage à leurs amis morts ou blessés lors de cette offensive israélienne, mais ils continuent à lire et écrire l'espoir, l'amour et l'avenir. Ils mettent une rose sur les tables de leurs amis perdus lors de cette guerre et montrent leur capacité à construire leur avenir avant de reconstruire leurs écoles et leurs classes.

Les besoins des habitants de Gaza sont la levée du blocus, l'ouverture des passages et des frontières, mais surtout une solution politique et pas seulement économique. Ils ont besoin d'un changement radical, d'un Etat, de sortir de leur prison.

A l'université, les jeunes étudiants continuent à venir étudier, même dans des classes touchées et visées par les bombardements israéliens. L'éducation est un élément sacré en Palestine. Les familles encouragent leurs enfants à avoir des diplômes supérieurs. Même si, avec le chômage et les difficultés économiques, c'est difficile de trouver un travail à la fin des études. L'éducation fait partie de la résistance par la non violence, une résistance populaire, qui montre la capacité de notre peuple à défier la situation actuelle et affronter toutes les mesures de l'occupation qui essaient de priver les Palestiniens de leurs droits fondamentaux.

Les habitants de Gaza espéraient que leur sacrifice pendant la dernière agression israélienne, ainsi que leur résistance historique contre la barbarie de l'armée israélienne, et surtout que les manifestations populaires partout dans le monde allaient changer quelque chose pour eux : la levée du blocus, l'ouverture des passages et des frontières qui relient la Bande de Gaza à l'extérieur, le jugement des criminels israéliens. Malheureusement, rien n'a changé pour les Gazaouis, ils sont toujours enfermés, ils vivent sous un blocus aveugle qui est en train de faire de plus en plus de victimes, les malades ne pouvant aller se soigner dans les hôpitaux israéliens et égyptiens.

Pour les Gazaouis il ne reste qu'une seule alternative : résister sur leur terre, rester à côté des ruines de leurs maisons détruites par les bombardements israéliens, et surtout espérer une solution politique qui leur permettrait de vivre une vie normale à Gaza, en Palestine.

TEMOIGNAGE D'AREEJ

Je m'appelle Areej Kassir et je vis dans la région de Bethléhem. Je suis présidente du Syndicat des Femmes Arabes à Beit Sahour et travaille également au sein de l'ONG [palestino]-espagnole ASECO (Association Européenne de Coopération avec la Palestine).

En Palestine, cette association a mené à bien de nombreux projets ; souvent destinés aux femmes, ces projets permettent de leur ouvrir le monde du travail et de favoriser leur développement personnel.

Comme dans toute société, les Palestiniennes ont leur rôle à jouer dans la vie de leur communauté. Dans la société palestinienne en particulier, les femmes ressentent le désir croissant de s'investir davantage dans le développement de leur communauté. Prendre part aux progrès en matière de démocratie et de droits humains commence, pour beaucoup d'entre elles, par l'éducation de leur famille et de leurs enfants. Que ce soit en tant que mères, sœurs, tantes ou cousines, toutes participent à cette éducation, et donc à la transformation de leur communauté. Et, nos derniers stages de formation et d'autonomisation l'ont démontré, elles ont la volonté de plus en plus affirmée d'étendre leur contribution à davantage de domaines.

Pour ce qui est des conditions spécifiques à la Palestine, beaucoup de familles cisjordaniennes souffrent de pauvreté et subissent les difficultés économiques générées par notre situation politique. C'est pourquoi il est à nos yeux essentiel de donner aux femmes les moyens d'accéder à plus d'indépendance et d'être initiatrices de l'évolution sociétale. Parce que, jeunes ou moins jeunes, ce sont elles qui pâtissent le plus des situations conflictuelles, elles aspirent fortement à gagner leur vie elles-mêmes pour le bien général de la société. Ce faisant, elles ont en main toute capacité d'initier une évolution positive de la société palestinienne.

L'an dernier, j'ai participé au congrès de Solidaires, où j'ai beaucoup appris. J'ai le grand espoir que le peuple français, et particulièrement les camarades qui m'ont invitée, maintiendront et amplifieront le soutien qu'ils apportent au peuple palestinien. Cet appel est d'autant plus fort que, pour les femmes en particulier, la dégradation de nos conditions de vie va croissant.

Je suis également membre de l'UHCC (Union des Comités des Soins de Santé). Fondée en 1985, cette ONG palestinienne vise à améliorer le domaine du social et de la santé. Son travail est axé sur les zones isolées (rurales et reculées), et elle accorde toute son attention aux plus défavorisés, -particulièrement parmi les femmes, les enfants, les scolaires et étudiants, les travailleurs, et ceux qui ont des besoins spécifiques. Afin d'assurer à tous l'égalité d'accès aux soins de santé, l'UHCC mène partout en Palestine des actions et des programmes, en coopération avec les institutions locales et en partenariat avec des organisations étrangères.

Le 5 janvier 2009, à Gaza, tous les efforts de l'UHCC et de l'ASECO ont été réduits à néant.

Comme en témoigne l'Appel au secours émis par l'ASECO, "En violation des

droits humains et des accords internationaux, les attaques n'ont même pas épargné les écoles ou les hôpitaux, ou même les ambulances et les cliniques mobiles. C'est ainsi qu'aujourd'hui, à l'aube, des avions F16 ont dévasté nos trois cliniques mobiles, qui secouraient la population de Gaza et avaient été financées par [des institutions andalouses (\$1,5 million chacune). Cible de l'attaque, le siège de l'UHCC (dont la majeure partie était un hôpital) est totalement détruit, et plusieurs membres de l'équipe sanitaire ont été tués.

La crise humanitaire actuelle est d'autant plus aiguë que le blocus de Gaza n'est toujours pas levé. C'est pourquoi l'UHCC "appelle le monde libre tout entier à revendiquer avec les Palestiniens le droit à la vie de leur peuple et l'arrêt de l'occupation raciste par Israël".

En Cisjordanie comme à Gaza, le Syndicat des Femmes Arabes, l'UHCC, et de nombreuses autres organisations travaillent quotidiennement à améliorer et/ou restaurer les conditions de vie en Palestine.

Mais, dans quasiment tous les domaines, la tâche est immense.

Au mieux, ces efforts sont entravés par le joug de l'occupation ; au pire, ils sont anéantis par des agressions israéliennes.

Les Palestiniens sont loin de rester à attendre passivement, mais, sans davantage de soutien extérieur, peuvent-ils résister longtemps à la destruction de leur société et à l'oppression croissante ?

La solidarité est plus que jamais indispensable.

TEMOIGNAGE D'ISSAM

Je m'appelle Issam Alhasanat, j'ai 33 ans et suis Palestinien. En raison de la situation politique et de la lutte que mène Israël contre les Palestiniens depuis 1948, je suis né dans un camp de Réfugiés ; mes parents sont venus de leur ville d'origine dans ce camp aujourd'hui connu sous le nom de Deisheh, près de Bethléhem, en Cisjordanie. J'habite ce camp depuis ma naissance et j'ai grandi dans la culture des Réfugiés.

Notre camp est bondé, le nombre d'habitants y atteint les 12 000 pour une superficie d'1 km sur 0,5 km. Si les gens ne vivent plus dans des tentes comme au début, notre vie quotidienne reste très difficile.

Ceci est en partie dû à l'occupation que nous subissons depuis 1987, date de la 1ère Intifada. À cette époque, les gens du camp se sont mobilisés pour défendre leur droit de combattre l'occupation et l'implantation des colonies, et pour réaliser notre espoir de retourner sur nos terres. Beaucoup ont été blessés, tués, ou arrêtés et jetés dans les prisons israéliennes ; c'était souvent, pour ces derniers, la première fois qu'ils voyaient le monde qui entoure le camp, dont on ne pouvait sortir que par un seul tourniquet qu'il était généralement interdit de franchir.

Lors de la 2ème Intifada, nous avons subi de nouvelles souffrances, pertes humaines et destructions.

Quiconque veut imaginer le camp tel qu'il est actuellement doit savoir que :

- il est surpeuplé,
- les maisons sont "les unes sur les autres", et il n'y a aucun espace libre en dehors des ruelles,
- le réseau électrique consiste en une enfilade de câbles qui vont de maison en maison et traversent les rues. L'approvisionnement électrique est très insuffisant pour 12 000 habitants et en hiver, il y a de nombreuses coupures,
- la distribution d'eau courante se fait par des citernes sur les toits-terrasses, et parfois, en été, l'eau est coupée...
- la collecte des ordures ménagères se fait encore manuellement, par des employés de l'UNRWA (Agence de l'ONU pour les Réfugiés palestiniens) qui ramassent à même le sol les déchets et les transportent vers des bennes dans des charrettes...
- il y a pénurie de nombreux services de base.

Ce genre de vie nous apprend à être patients, forts et attentifs à tout ce qui nous entoure. C'est la raison pour laquelle tout le monde dans le camp s'intéresse à tous les aspects de la vie, politiques, économiques et sociaux. Nous en discutons souvent, et de plus en plus de jeunes participent aux différents comités pour y exprimer leurs sentiments et leurs besoins.

C'est pour cela que je suis membre du "syndicat de la jeunesse palestinienne progressiste" et que je fais partie du conseil d'administration depuis 1996. L'objectif de ce syndicat est de trouver des solutions et d'aider les jeunes du camp. Nous ren-

controns beaucoup de problèmes car, à cause de la situation sociale et financière, notre travail n'est pas aussi fructueux que nous le voudrions.

Étant technicien en radiographie depuis 1998, j'ai aussi été trois fois élu responsable du syndicat de Bethléhem entre 2000 et 2009. Ce syndicat appartient au secteur de la Santé, et a pour objectifs d'aider les travailleurs à faire respecter leurs droits, de les soutenir, de résoudre leurs problèmes et d'améliorer leurs conditions de vie.

Enfin, je suis, dans le camp, membre de plusieurs associations (pour les femmes, les enfants, la politique, la santé, le sport ...).

Pour ce qui est des femmes, qui ont vraiment leur part de souffrance, elles ont de tout temps essayé de participer au combat et d'apporter leur aide. Depuis la première Intifada, elles jouent un rôle important en encourageant les jeunes à défendre leurs droits. En tant que mères, épouses, sœurs et membres de la société palestinienne, elles doivent beaucoup endurer et, au quotidien, doivent subvenir à de nombreux besoins qu'il n'est pas facile de satisfaire. Elles ont aussi bien du mal à retrouver les mêmes droits que chez elles dans beaucoup de situations : quand elles sortent dans la rue, quand elles ont un travail à l'extérieur (si elles en trouvent un), quand elles se marient, si elles font des études...

Les travailleurs ont de grandes difficultés à trouver un emploi et, s'ils en ont besoin, ont du mal à se procurer les instruments nécessaires à leur profession. Les salaires sont très bas, aucune loi ne protège leurs droits, et personne ne comprend ni n'imaginerait qu'ils ont le droit de se syndiquer pour défendre ces droits.

Quand nous rêvons d'une situation meilleure, tout s'écroule à chaque agression israélienne et ce que nous avons essayé de construire est endommagé ou détruit. Des élections pourtant démocratiques ont provoqué de terribles conditions à Gaza et ont amené la communauté internationale à suspendre son aide. En conséquence, nous vivons un accroissement de la pauvreté et une détérioration de la situation politique, et il y a eu déplacement des luttes qui, maintenant entre Palestiniens, sont une honte dans notre Histoire.

L'an dernier, j'ai passé deux semaines en France à l'occasion du congrès de Solidaires. J'y ai rencontré beaucoup d'amis qui s'intéressent à la Palestine et cherchent à accroître leur solidarité. De tout cœur, j'en remercie chacun, en particulier les camarades de SUD Santé qui m'ont invité. Tentant de donner les meilleures explications possibles sur la Palestine, je me suis rendu compte qu'il y avait beaucoup d'imprécisions à cause des médias. Il m'aurait fallu plus de temps encore pour apporter davantage d'éclaircissements et développer plus avant nos liens entre camarades et syndicats. J'espère que les camarades français continueront à chercher la vérité et que les médias se montreront plus équitables quand ils parlent de la Palestine. J'espère également qu'ils continueront à soutenir nos droits et à aider nos syndicats à devenir plus forts.

J'invite chacun à venir ici en Palestine afin de constater la réalité par lui-même.

TEMOIGNAGE DE RANA BARAKAT,**professeure d'Histoire à l'Université de Bir Zeit**

J'enseigne l'histoire moderne à l'Université de Birzeit, en Palestine occupée. J'enseigne à mes étudiants en quoi l'Histoire constitue une partie fondamentale de leur vie quotidienne. Nous apprenons comment lire l'histoire, l'interpréter et, très important, nous en défier. L'an dernier, quand j'ai commencé à enseigner, je préparais et planifiais chaque cours dans ses moindres détails. J'ai vite appris qu'une préparation aussi méticuleuse n'est pas la bonne façon d'enseigner en Palestine. Mes étudiants vivent sous une brutale occupation coloniale, et il en va de même pour moi.

Comment peut-on préparer un cours sur une question historique significative et ignorer les réalités quotidiennes de nos vies ? Nous vivons et apprenons en dépit de ces circonstances, et peut-être en partie à cause d'elles.

Nous arrivons rarement à un consensus sur quoi que ce soit, et quasiment chaque sujet débouche sur une discussion intellectuelle qui n'attendait qu'un déclencheur. Je prends plaisir à donner pour eux du sens à l'histoire en l'utilisant pour les pousser à dépasser les barrières que des générations de fascisme colonial nous ont imposées dans notre vie.

Notre terre et notre nation sont occupées, mais je veux qu'ils se rendent compte que ce n'est pas une raison pour que notre esprit et notre culture soient occupés. Nous sommes le produit vivant de notre histoire, mais nous vivons et résistons en dépit de la brutalité de cette histoire. Depuis son arrivée, une force étrangère née de l'idéologie coloniale européenne essaie d'effacer la Palestine. Le fait que nous soyons toujours là est la preuve de son échec. Notre université illustre de manière frappante l'endurance de la Palestine. Je trouve souvent surréaliste d'enseigner le colonialisme alors que nous vivons sous le colonialisme ... mais c'est la Palestine.

Le 27 décembre, pour la Palestine, une nouvelle étape de destruction a été franchie. Des avions de guerre israéliens ont lancé sur Gaza une attaque abominable et barbare qui continue à résonner tandis que j'écris ces mots. Son coût en vies humaines dépasse largement le millier, et les scènes de dévastation se multiplient. Brutales, les attaques se poursuivent au mépris des lois ou des pressions internationales, détruisant une population, tentant de détruire une nation et tout semblant d'humanité. La destruction continue, tout comme continue la résistance. Le feu, les bombes et des armes d'une puissance et d'une capacité de destruction insensées pleuvent du ciel, de la mer et de la terre sur une population tout entière. Emprisonnée dans des frontières closes, affamée et interdite d'accès à tout ce qui est au-delà des limites définies par le maître colonial, Gaza continue à souffrir et à saigner. Les Palestiniens luttent parce qu'ils résistent à cette oppression et la combattent. La Palestine et les Palestiniens sont attaqués en permanence. Cela fait partie d'un système, un système qui est présent à

PALESTINE

l'arrière-plan, au premier plan et au centre de notre vie en Palestine. En cours, nous enseignons et apprenons, - nous résistons. Mes étudiants incarnent mon incorrigible espérance. En eux, je vois le pouvoir de résister à l'impitoyable occupation que nous subissons. Nous étions presque en fin de trimestre quand la guerre à Gaza a atteint des niveaux surréalistes de destruction incommensurable. L'histoire moderne de l'Europe, un de mes cours, a été pour nous un espace nous permettant de faire face, d'exprimer notre affliction et de surmonter collectivement la situation.

Comme le trimestre s'achevait, nous avons tous essayé d'utiliser la notion d' "Europe moderne", avec sa politique et sa culture, pour mettre notre situation en perspective. J'adore mon métier de professeur et accorde un grand prix à l'honneur de l'exercer. Je ne savais pas à quel point avant d'entrer dans une classe l'autre jour ; la dernière fois que nous nous sommes vus, un de mes étudiants a déclaré : "Ce que nous vivons, c'est le fichu résultat de la modernité de l'Europe ! Ils ont construit leur "humanité" sur notre dos, leur "justice" sur l'oppression que nous subissons, leur "grand sens de l'équité" sur notre souffrance. En endurant la tyrannie de leur progrès, nous versons notre sang pour leurs péchés " !

TEMOIGNAGE D'OMAR BARGHOUTI

Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël

L'histoire se passe en 2002, quand Israël a attaqué la Cisjordanie. À l'époque, Omar Barghouti était chorégraphe et professeur de la Troupe de Danse Populaire El Funoun à Ramallah...



Nous étions au beau milieu d'une de nos habituelles répétitions de danse quand un groupe d'artistes belges est discrètement entré dans le studio très éclairé mais néanmoins chaleureux que nous avons à Ramallah. Certains d'entre eux n'étaient jamais venus avant. Étonnés de ce qu'ils voyaient et entendaient, nos amis européens se sont mis à filmer avec une caméra vidéo et à prendre des notes. La plupart des occidentaux ne peuvent cacher leur perplexité quand ils voient un groupe de danseurs palestiniens, des deux sexes, exécuter la chorégraphie complexe d'une nouvelle danse palestinienne. Apparemment, ils trouvent la scène surréaliste. De la danse en pleine "guerre" !

Pendant la courte pause des danseurs au bout de deux heures d'un travail dur et harassant, l'un des visiteurs, qui était cinéaste, m'a interviewé. Avec hésitation, il m'a demandé : "Il y a eu la guerre et beaucoup d'infrastructures de base ont été détruites ; comment, après ça, arrivez-vous à vous convaincre, vous-même et les danseurs, de persévérer dans votre entreprise ? La danse n'est-elle pas une activité très secondaire en temps de guerre ?" Je ne m'étais jamais posé la question. Devons-nous cesser de créer de la danse, de la musique, de l'art et de la littérature, me suis-je interrogé, pour nous lancer dans le combat de la "reconstruction" ? La reconstruction ne s'applique-t-elle qu'aux bâtiments, aux routes, aux poteaux électriques et aux conduites d'eau détruits ? Et les rêves volés en éclats et les consciences ébranlées, n'ont-ils pas eux aussi besoin de reconstruction ?

Presque partout, c'est quasiment de la même manière que nous avons agi pour survivre à l'offensive sans en payer un prix trop élevé en termes d'équilibre mental. Il en a du moins été ainsi dans tous les endroits où les toits sont restés sur les maisons auxquelles ils appartenaient et où la mort n'a pas frappé. Mais même là où les toits sont tombés sur les habitants des maisons, comme lors de la dévastation du camp de réfugiés de Jénine et de la vieille ville de Naplouse, les parents et les autorités ont toujours eu à cœur de tout faire pour que les écoles, en particulier, soient rapidement remises en état de façon à fonctionner normalement. On peut effectivement s'étonner que, profondément traumatisé, survivant d'une effroyable atrocité et submergé par un océan de pertes, de désespoir et de colère, celui qui loge sous une tente se soucie de la scolarité de ses enfants alors même qu'il se débat dans le plus grand dénuement. Pour comprendre cette mystérieuse obsession que mettent les Palestiniens à considérer les études comme un moyen de forger une personnalité, il faut percevoir les blessures les plus intimes des réfugiés palestiniens.

Sous l'empire du colonialisme, l'expression culturelle revêt une importance primordiale dans la construction de notre identité collective. Ceci est principalement dû au rôle que joue le colonisateur par l'influence qu'il a sur l'identité de l'autochtone. L'essence même de notre humanité a été limitée, entravée, violente par les incessants efforts de déshumanisation de nos tortionnaires. En réaction, faire barrage à cette colonisation de nos esprits s'impose comme une priorité cruciale. C'est pourquoi la restauration de notre humanité, de nos rêves, de nos espoirs et de notre détermination à résister et à être libres devient encore plus importante que la réparation de nos infrastructures. Et donc, oui, nous dansons.

VI - LE DEVOIR DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

SOLIDAIRES ET LE SOUTIEN AUX TRAVAILLEURS PALESTINIENS

Un groupe de travail Solidaires-Palestine existe depuis 4 ans au sein de l'Union syndicale. L'origine en est une "mission" intersyndicale et internationaliste de 52 personnes, initiée par la CCIPPP (Campagne Civile Internationale pour la Protection du Peuple Palestinien), qui s'était rendue en Cisjordanie au printemps 2004 à l'invitation du DWRC (Centre pour les droits des travailleurs et la démocratie). Ont participé à cette mission syndicale une quinzaine de militant-e-s de Solidaires (Santé-Sociaux, PTT, Rail, Nettoyage, Education, Etudiants, Industrie), qui ont pu rencontrer, dans toutes les grandes villes, des militant-es d'organisations syndicales, d'associations, d'ONG, œuvrant dans la société civile palestinienne.

En échange, à l'automne suivant, une délégation syndicale de 10 Palestiniens, hommes et femmes représentant différents secteurs professionnels, a été invitée dans plusieurs villes de France à rencontrer des syndicalistes Solidaires, CGT, CNT et des militants associatifs...

Un nombre non-négligeable d'adhérent-e-s des syndicats Solidaires est sensible à la situation du Proche-Orient et au sort qui est imposé au peuple palestinien. Le groupe Solidaires-Palestine s'est fixé pour objectif de travailler à une plus grande prise en compte par l'Union syndicale Solidaires de la nécessité d'une solidarité



Areej Kassis, du syndicat des femmes arabes de Beit Sahour, à la tribune du congrès de Solidaires en 2008.

active envers les forces qui œuvrent en Palestine à l'émancipation sociale et coloniale. Notre appui va à celles et ceux qui veulent construire un syndicalisme démocratique et indépendant de l'Autorité Palestinienne, du Fatah ou du Hamas.

En entretenant les liens tissés en 2004, en les développant au fil des séjours sur place des groupes militants, des relations durables se sont établies et ont permis des échanges réguliers, jusqu'à l'invitation, en novembre 2008, de deux camarades, Areej et Issam, à notre dernier congrès national. Plusieurs "voyages" de militant-e-s de Sud Santé-Sociaux, Sud Education, Sud FPA, SUD Sonacotra... ont été organisés par Solidaires et accueillis dans la région de Bethlehem. En octobre-novembre, nos groupes ont pu se joindre à ceux qui viennent spécialement à cette saison pour aider les paysans palestiniens à accéder à leurs champs d'oliviers (souvent situés à proximité des colonies, et donc interdits d'accès) et à procéder à la récolte des olives.

En 2006, un militant du Comité populaire du camp de Deisheh a été invité par Solidaires à participer au Forum social d'Athènes, puis par SUD Education à son congrès fédéral.

En mai 2008, le groupe Solidaires-Palestine a organisé un stage national de formation syndicale sur l'histoire de la Palestine, qui a été animé par une camarade belge ayant vécu de longues années dans la Bande de Gaza. Ce stage a réuni une vingtaine de participants.

Aujourd'hui, ce dossier Palestine publié dans la revue internationale de Solidaires, a pour projet d'aider à une meilleure compréhension de nos engagements dans ce pays et de réactiver notre soutien aux luttes des travailleurs palestiniens pour leurs droits. Ainsi, de nouvelles "missions" peuvent être mises sur pied, en collaboration avec la CCIPPP, pour aller à la découverte d'une terre morcelée par l'occupation militaire et la colonisation, mais aussi portée par l'indestructible volonté de ses habitants d'y vivre et d'y construire leur avenir.

Solidaires est une organisation syndicale tournée vers les luttes, nationales et internationales. Mais cette dimension internationaliste du syndicalisme alternatif reste encore trop cantonnée à quelques militants.

Cet Orient si proche, dont les turbulences donnent périodiquement lieu à des mobilisations importantes en France et en Europe, comme ce fut le cas récemment contre les massacres perpétrés à Gaza, ne doit pas retomber dans l'oubli.

Aujourd'hui, les Palestiniens continuent à avoir besoin de la solidarité des travailleurs de France et d'ailleurs, parce que leurs droits continuent d'être bafoués et leur devenir, en tant que peuple qui revendique de vivre libre et en paix sur une terre respectée comme sienne, est plus que jamais compromis.

Cette solidarité que nous avons commencé à construire avec eux, nous pouvons, nous devons, nous voulons la développer avec celles et ceux qui partagent ces valeurs.

CHARTRE DES MISSIONS SOLIDAIRES EN PALESTINE

- Les militant(e)s Solidaires initient dans leurs structures syndicales, section, syndicat départemental ou régional, Solidaires locaux, voire leur fédération, un débat pouvant déboucher sur un mandatement.
- Les militant(e)s Solidaires sollicitent leurs structures pour une prise en charge totale ou partielle de leur billet d'avion. La question financière ne doit pas être un obstacle à la participation de tous aux missions syndicales Solidaires en Palestine.
- Au retour, ils ou elles rendent compte de leur séjour par écrits, articles, brochures, réunions d'instances, d'adhérents ou de salariés, interview dans la presse locale, intervention dans des organisations de solidarité (AFPS, comités unitaires, etc.)
- Les militant(e)s Solidaires rencontrent prioritairement des militant(e)s des organisations indépendantes des «pouvoirs» ou voulant les construire.
- Les militant(e)s se rendant au Proche-Orient plusieurs fois maintiennent et renouvellent les rencontres avec nos contacts sur place afin de tisser des relations de confiance et augmenter les possibles soutiens et actes de solidarité.
- Dans le cadre de leur mission, les militant(e)s privilégient dans leurs déplacements des actions où notre présence est constructive (manifestations, récoltes, réunions...).



Mission Solidaires en 2005. Avec les étudiants de Beit Fajar que nous avons aidés à acheter des livres pour leur bibliothèque universitaire. Avec les paysans près d'Al Khalil (Hebron), même pendant la cueillette des olives, le rituel du café arabe se perpétue... Patrick Jean (entouré sur la photo du bas) avait participé à cette mission, il vient de nous quitter, il avait la Palestine au cœur...

MOTION DE CONGRES SOLIDAIRES SUR LA PALESTINE

En invitant deux camarades des mouvements sociaux et syndicaux de Palestine, le 4ème congrès de l'Union syndicale Solidaires réaffirme son soutien au peuple palestinien dans sa lutte contre la colonisation et l'occupation israéliennes.

Le 4ème congrès de Solidaires demande l'application du droit international pour les deux peuples palestinien et israélien, et notamment pour le peuple palestinien l'établissement de sa souveraineté dans des frontières sûres et reconnues, avec Jérusalem-Est comme capitale.

Le démantèlement de toutes les colonies dans les territoires occupés ;

Le droit au retour pour tous les réfugiés ;

La libération de tous les prisonniers politiques détenus par Israël.

Le 4ème congrès de l'Union syndicale Solidaires soutient le peuple palestinien dans sa lutte pour l'accès aux droits sociaux et aux libertés fondamentales : éducation, santé, culture, la libre circulation, etc.

Le 4ème congrès de l'Union syndicale Solidaires réaffirme que la lutte pour la libération nationale et le combat pour l'émancipation des travailleurs de Palestine constituent deux volets indissociables de notre solidarité internationale.

Dans ce cadre, l'Union syndicale Solidaires invite l'ensemble de ses organisations à renforcer les échanges et la coopération avec les syndicats et les mouvements sociaux palestiniens qui partagent nos valeurs et nos aspirations.

**Motion adoptée au 4ème Congrès de l'Union syndicale Solidaires,
le 5 juin 2008 à Saint Jean-de-Monts, Vendée, France.**

QUELQUES ASSOCIATIONS FRANÇAISES DE SOLIDARITE

UNION DES JUIFS FRANÇAIS POUR LA PAIX (UJFP)

Fondée en avril 1994, l'Union Juive Française pour la Paix est l'affiliée française de l'Union Juive Internationale pour la Paix (UJIP), qui existe depuis 1982. Organisation laïque progressiste, l'UJFP accepte des membres Juifs et non-Juifs qui veulent bien travailler ensemble et déclare: « Nous prenons ce qu'il y a de de meilleur dans la tradition juive en nous inspirant de la conduite morale attendue de notre peuple, exprimée dans l'injonction déjà deux fois millénaire : il nous incombe d'agir en effet pour "créer un monde meilleur" - <http://www.ujfp.org>

ASSOCIATION FRANCE PALESTINE SOLIDARITE (AFPS)

Fondée en mai 2001, à partir de l'Association Médicale Franco-Palestinienne et de l'Association France-Palestine, l'AFPS est un rassemblement de personnes physiques, organisé en groupes locaux. L'AFPS est membre actif de la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine qui regroupe 39 associations (organisations de solidarité internationale, de défense des droits de la personne, comités divers...) et encourage ses adhérents à participer aux collectifs de soutien au peuple palestinien, elle fait partie du Collectif National pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, enfin, elle est membre actif du Comité Européen de Coordination pour la Palestine dont le siège est à Bruxelles et qui intervient auprès des instances de l'Union Européenne. - <http://www.france-palestine.org>

CAMPAGNE CIVILE INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DU PEUPLE PALESTINIEN (CCIPPP)

Née en juin 2001 avec la constitution de missions civiles internationales pour la protection du peuple palestinien, elle a marqué les mémoires par sa présence à Ramallah pendant le siège de la Moqâta en mars-avril 2002. Les "missions civiles" se rendent dans les territoires palestiniens occupés, pour observer, témoigner, et intervenir pacifiquement dans des actions de résistance à l'incroyable déni de droits subi par le peuple palestinien, en étroite coordination avec les diverses organisations et associations palestiniennes et anticolonialistes israéliennes. Les Internationaux qui ont participé aux missions continuent leur action de solidarité avec la lutte du peuple palestinien à leur retour. Ils rejoignent les initiatives déjà existantes ou inventent d'autres formes de solidarité, livrent leur témoignages à l'occasion de réunions et de meetings, produisent des articles de presse, interviews, textes, photos et films. Des comités ont émergé dans diverses villes et le mouvement ne cesse de s'amplifier, tout en préservant une grande liberté à sa structure et aux initiatives qui s'en réclament. Chaque mission n'a de sens que dans la continuité. La succession des missions, leur permanence, l'extension et la diversité

En décembre 2008 et janvier 2009, d'immenses manifestations à travers le monde (ici à Paris) ont rassemblé des personnes choquées par les exactions israéliennes à Gaza et solidaires de la souffrance et de la lutte du peuple palestinien.



de leur action assurent la dynamique du mouvement.

C'est la CCIPPP qui avait organisé la première mission syndicale en Palestine, en avril 2004, à laquelle une douzaine de militants Solidaires avaient participé.

Aujourd'hui, Solidaires fait des projets de nouvelles missions en Palestine (à l'automne 2009 par exemple, à la période de la cueillette des olives) avec la CCIPPP. <http://www.protection-palestine.org>

GENERATION PALESTINE

Née en octobre 2006, suite à un congrès qui a réuni 75 jeunes de 4 pays européens, participants aux projets « Des Ponts au-delà du Mur », militants de la GUPS (Union Générale des Etudiants de Palestine), des CEMEA (Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Education Active), et d'autres réseaux partenaires. Désireux de s'investir ensemble pour les valeurs de droit, de paix, de solidarité, et notamment pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, et d'élargir leur mouvement en direction des associations de jeunesse, de l'immigration, et des quartiers populaires, les militants de Génération Palestine constituent aujourd'hui un vaste réseau, comptant 7 groupes locaux (Genève, Bruxelles, Barcelone, Lyon, Nantes, Bordeaux et la région parisienne) en plein développement.

<http://www.generation-palestine.org>

COLLECTIFS POUR UNE PAIX JUSTE ET DURABLE ENTRE PALESTINIENS ET ISRAËLIENS

Ces collectifs regroupent des mouvements de toutes sensibilités, associations laïques de défense des droits du peuple palestinien, mais aussi des associations confessionnelles musulmanes et chrétiennes qui, pour la première fois de manière aussi massive ont participé ensemble aux manifestations contre le massacre perpétré à Gaza par l'armée israélienne.

Ces collectifs continuent à se réunir et à organiser des actions de soutien.

QU'EST-CE QUE LA CAMPAGNE DE Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) ?

Lancée en 2005 par les organisations palestiniennes pour exiger d'Israël qu'il respecte les Droits de l'Homme et les Conventions internationales, cette campagne est relayée à l'échelle internationale par un certain nombre d'organisations syndicales (voir la liste ci-contre), mais en France, aucun syndicat n'a encore rejoint cette forme de lutte contre l'apartheid israélien. L'Union syndicale Solidaires engage le débat en son sein...

La campagne BDS peut se traduire par :

Le boycott économique

Il consiste à ne pas acheter de produits manufacturés en Israël (code-barre commençant par 729) et à convaincre ses amis de faire de même. Les comités locaux Palestine choisissent généralement un nombre réduit de cibles et organisent des campagnes de distributions de tracts devant les commerces.

Le boycott universitaire

Les universités et institutions académiques israéliennes soutiennent, activement ou passivement, l'oppression de l'Etat d'Israël, son armée, son idéologie, ses pratiques discriminatoires.

Les intellectuels et universitaires (enseignants, chercheurs, étudiants...) du monde entier peuvent appeler leurs collègues à boycotter ces institutions en :

- ne participant pas à des conférences en Israël,
- ne coopérant pas avec des institutions académiques israéliennes, y compris des agences d'évaluation ou des journaux israéliens,
- rendant publiques les lettres de refus et en incitant d'autres organisations académiques à adopter des résolutions publiques condamnant la politique israélienne,
- incitant les institutions internationales à ne pas financer des institutions israéliennes,
- soutenant directement des institutions académiques palestiniennes, sans exiger qu'elles développent un partenariat avec des organisations israéliennes.

Le boycott culturel

Une œuvre d'art, si elle est financée par le gouvernement israélien ou par une organisation sioniste, n'est plus une "simple œuvre d'art", elle prend un sens politique et soutient, directement ou indirectement, l'oppression israélienne. Les artistes palestiniens n'ont pas même, quant à eux, le pouvoir de réaliser de "simples œuvres d'art".

Les artistes palestiniens appellent les artistes israéliens progressistes à se joindre à eux et à ne pas participer à des événements culturels israéliens, festivals ou expositions.

Boycott institutionnel et analogie avec l'Afrique du Sud

Le boycott contre l'Apartheid israélien est analogue au boycott contre l'Afrique du Sud, mené dans les années 80. Il trouve son origine dans la solidarité internationale et la résistance contre l'injustice et l'oppression.

En l'état actuel, l'appel au boycott ne concerne que les institutions, pas les individus, si toutefois ces individus sont clairement détachés de toute organisation israélienne, sioniste ou liée au gouvernement israélien. C'est donc un boycott "doux" puisque le boycott de l'Afrique du Sud s'étendait également au boycott des individus. Ce sera aux Palestiniens de décider, à l'avenir, s'ils veulent appeler à une forme plus "dure" de boycott.

LIENS INTERNET :

L'appel : <http://bdsmovement.net/?q=node/52#French>

Les signataires : <http://bdsmovement.net/?q=node/139>

Le boycott universitaire et culturel : <http://www.pacbi.org>

Un site web suisse : <http://www.bds-info.ch/fr>

Un nouveau site web français : <http://campagneboycott.blogspot.com>

APPEL DE LA SOCIÉTÉ CIVILE PALESTINIENNE

*Appel au Boycott, Désinvestissement et Sanctions contre Israël,
jusqu'à ce qu'il applique le Droit International et les Principes
Universels des Droits de l'Homme*

9 Juillet 2005

Un an après l'avis consultatif historique de la Cour Internationale de Justice (CIJ) qui a jugé illégal le mur qu'Israël construit sur le territoire palestinien occupé, Israël continue sa construction du mur colonial au mépris total de la décision de la Cour. Après trente-huit ans d'occupation par Israël de la Cisjordanie palestinienne (y compris Jérusalem-Est), de la Bande de Gaza et des Hauteurs du Golan syrien, Israël continue à accroître les colonies juives. Il a unilatéralement annexé Jérusalem-Est occupé et les Hauteurs du Golan et annexe maintenant de facto de grandes parties de la Cisjordanie à l'aide du mur. Israël prépare également, dans l'ombre, son redéploiement prévu de la bande de Gaza - pour établir et accroître les colonies en Cisjordanie. Cinquante-sept ans après que l'Etat d'Israël ait été établi principalement sur la terre ethniquement nettoyée de ses propriétaires palestiniens, une majorité de Palestiniens sont des Réfugiés, dont la plupart sont apatrides. D'ailleurs, le système de discrimination raciale contre ses propres citoyens Arabes-Palestiniens derrière lequel il s'est retranché demeure intact.

À la lumière des violations persistantes du droit international par Israël,

Étant donné que, depuis 1948, les centaines de résolutions de l'ONU ont condamné les politiques coloniales et discriminatoires d'Israël en tant qu'illégales et ont appelé à des remèdes immédiats, proportionnés et efficaces,

Étant donné que toutes les formes d'intervention internationale et de tentatives de paix n'ont pas jusqu'ici convaincu ou forcé Israël à se conformer à la loi humanitaire, à respecter les Droits de l'Homme fondamentaux et à mettre fin à son occupation et à son oppression du peuple de la Palestine,

En raison du fait que les personnes de conscience parmi la communauté internationale ont historiquement endossé la responsabilité morale de combattre l'injustice, comme illustré dans la lutte pour abolir l'Apartheid en Afrique du Sud par diverses formes de boycott, de retrait d'investissement et de sanctions,

Inspirés par la lutte des Sud-Africains contre l'Apartheid et dans l'esprit de la solidarité internationale, de la cohérence morale et de la résistance à l'injustice et à l'oppression,

PALESTINE

Nous, représentants de la Société Civile Palestinienne, invitons les organisations des sociétés civiles internationales et les gens de conscience du monde entier à imposer de larges boycotts et à mettre en application des initiatives de retrait d'investissement contre Israël tels que celles appliquées à l'Afrique du Sud à l'époque de l'Apartheid.

Nous faisons appel à vous pour faire pression sur vos Etats respectifs afin qu'ils appliquent des embargos et des sanctions contre Israël. Nous invitons également les Israéliens honnêtes à soutenir cet appel, dans l'intérêt de la justice et d'une véritable paix.

Ces mesures de sanction non-violentes devraient être maintenues jusqu'à ce qu'Israël honore son obligation de reconnaître le droit inaliénable des Palestiniens à l'auto-détermination et respecte entièrement les préceptes du droit international en :

- 1.** Mettant fin à son occupation et à sa colonisation de toutes les terres arabes et en démantelant le Mur ;
- 2.** Reconnaisant les droits fondamentaux des citoyens Arabo-Palestiniens d'Israël à une égalité absolue ;
- 3.** Respectant, protégeant et favorisant les droits des Réfugiés palestiniens à revenir dans leurs maisons et propriétés, comme stipulé dans la résolution 194 de l'ONU.

Approuvé par environ 200 organisations palestiniennes (syndicats, associations, ONG, partis politiques) représentant les Réfugiés palestiniens, les Palestiniens sous occupation et les Citoyens palestiniens d'Israël.

LIENS INTERNET :

L'appel : <http://bdsmovement.net/?q=node/52#French>

Les signataires : <http://bdsmovement.net/?q=node/139>

**L'APPEL AU BOYCOTT, DESINVESTISSEMENT ET SANCTIONS (BDS)
CONTRE ISRAËL, EST À CE JOUR RELAYÉ DANS LE MONDE PAR LES
SYNDICATS SUIVANTS :**

- **Grande-Bretagne** : Union nationale des Journalistes, Unison, Union générale des Transports, Alliance des Services publics d'Irlande du Nord, Confédération des syndicats écossais, Union des Dockers Merseyside, Union des Etudiants de Manchester, Union des Etudiants en Economie de Londres, Union de l'Université britannique.
- **Norvège** : Confédération des Syndicats norvégiens, Syndicat des Electriciens, Syndicat des Conducteurs de locomotives, Syndicat des Conducteurs de tram d'Oslo, Syndicat des Employés de bureau.
- **Canada** : Syndicat des Travailleuses et des Travailleurs des Postes, Fédération Nationale des Enseignantes et des Enseignants du Québec, Syndicat des Employés des Services publics de l'Ontario, Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante du Québec.
- **République d'Irlande** : Confédération des syndicats irlandais, Syndicat des Services et de l'Industrie.
- **Afrique du Sud** : Confédération des Syndicats sud-africains, Syndicat des Travailleurs de la Métallurgie et de l'Electricité.
- **Australie** : Union Maritime.
- **Italie** : FLAICA-CUB.
- **Espagne** : LAB (Pays basque), Intersyndicale Alternative (Catalogne).
- **Brésil** : Centrale unique des Travailleurs.
- **Cuba** : tous les syndicats.
- **Tous les syndicats d'une trentaine de pays membres de la Ligue Arabe et de l'Organisation de la Conférence Islamique.**
- **France** : Fédérations SUD Education, SUD Santé/Sociaux, SUD Etudiant, SUD Recherche. Une motion votée par la FSU indique qu'elle soutiendra les initiatives allant dans le sens de l'appel.

QUELQUES QUESTIONS SUR LA SOLIDARITÉ avec les Palestiniens et la lutte pour la paix

Nous reproduisons ci-dessous de larges extraits d'un texte de Bernard Dréano, militant de longue date de la solidarité internationale et du soutien au peuple palestinien.

Ce texte permet de resituer les questions posées aujourd'hui, dans notre pays, au mouvement de solidarité avec les Palestiniens, en l'inscrivant dans l'histoire de ce mouvement. Il permettra aux plus jeunes de s'appropriier aussi ces questions.

En France, depuis quarante ans, le mouvement de solidarité avec la Palestine et pour la paix au Proche-Orient a un impact social et politique bien supérieur à celui d'autres mouvements de solidarité, vu la composition de la population française et l'histoire de notre pays. Il a toujours été, selon moi, constitué de trois grandes composantes :

- une composante partidaire dans laquelle on retrouve l'extrême-gauche, le PCF, les Verts, les libertaires (très modérément), quelques gaullistes, une poignée de sociaux-démocrates ;
- une composante associative dans laquelle on retrouve les principales ONG (chrétiennes notamment), certains syndicats (la CGT, Solidaires, un peu la FSU et parfois encore la CFDT) à laquelle on peut ajouter certaines municipalités de gauche, y compris parfois PS ;
- une base sociale, constituée principalement « d'Arabes de France » (notamment des jeunes), et secondairement de militants de gauche (plutôt âgés aujourd'hui).

Ce mouvement a été profondément ébranlé par plusieurs facteurs :

- L'affaiblissement politique global de la gauche solidaire, partidaire et associative. Cette solidarité de gauche subit l'érosion des capacités militantes de la gauche en général. C'est celle du Collectif pour une paix juste et durable et la Plateforme des ONG pour la Palestine et ses soutiens, et en son sein l'Association France Palestine Solidarité qui a joué un rôle central (l'AFPS est historiquement constituée par le regroupement des mouvements de solidarité issus de l'extrême-gauche et du PCF).

- Une offensive politique et idéologique des « supporters de la paix » qui cautionnaient le point de vue israélien (PS, SOS Racisme, UEJF, Proche-Orient Info, intellectuels néo-conservateurs, Charlie Hebdo, etc.). La ligne pro- israélienne impulsée par Sarkozy pour modifier le cours de la diplomatie française (restée longtemps en Occident la plus attachée – relativement – au processus de paix), est à la fois une conséquence de cette offensive, et un facteur de son amplification.

- L'échec du mouvement national palestinien incarné par l'OLP.

L'OLP et ses principales composantes (Fatah et gauche palestinienne), a d'abord fixé comme objectif historique la « Palestine laïque et démocratique où juifs et arabes vivraient en paix » (en rupture avec l'objectif précédent des nationalistes arabes, « les juifs à la mer »), ce qui, dans les années 70, pour nombre de ses militants comme pour nombre de ses soutiens extérieurs, paraissaient envisageable au prisxd'un bouleversement révolutionnaire au moins régional.

Les défaites militaires de l'OLP en Jordanie et au Liban, le recentrage de la lutte sur l'intérieur avec la première Intifada (le plus grand mouvement libération nationale non militarisé du XXe siècle après le gandhisme et Solidarnosc), l'esquisse d'un vrai mouvement pour la paix (anti-colonisation) en Israël après les massacres de Sabra et Chatila, la nécessité d'obtenir des résultats améliorant la situation concrète des Palestiniens... tout cela a conduit l'OLP à chercher avec Israël le compromis sur la base des Deux Etats. Dans son ensemble le mouvement de solidarité a épousé cet objectif, notamment en France. Aux Comités Palestine « révolutionnaires » des années 70 ont succédé les multiples initiatives des années 90, locales notamment, de soutien concret, jumelages, etc. Mais le sabotage israélo-américain du processus de paix n'a abouti qu'à de nouveaux reculs pour les Palestiniens et de nouvelles guerres. L'Autorité Palestinienne, donc la direction historique de l'OLP, a sa part de responsabilité dans cet échec. Cela explique, sur fond de montée générale de l'islamisme dans le monde, le développement du Hamas, mouvement des Frères Musulmans palestiniens, et ses victoires électorales dans des scrutins libres et honnêtes.

- La perte des objectifs politiques du mouvement de solidarité et la coupure avec sa principale base sociale.

Le mouvement de solidarité avec la Palestine en France a connu deux moments de développement maximum, pendant la phase « révolutionnaire » du début des années 70, et quantitativement plus important, dans les années 1990 pendant la phase d'espérance en un processus de paix allant vers son terme, en tout cas qu'il fallait défendre. D'autant plus que la « paix espérée » paraissait aussi idéologiquement pertinente dans le contexte de lutte antiraciste, de recherche d'unité sociale et de dialogue interculturel et interreligieux, en France même.

Or à l'échec du processus "Deux Etats israélo-palestinien là-bas", s'est ajouté l'échec de la lutte anti-discrimination ici. De plus les composantes partidaires et associatives du mouvement de solidarité ont été profondément déstabilisées par la montée mondiale de l'Islam, la radicalisation islamiste en son sein (et dans le contexte français l'effet de la guerre civile en Algérie), la « croisade antiterroriste » (qui commence avant le 11 septembre), la perception d'une crise identitaire française et d'un modèle républicain inefficace dans les quartiers populaires, la montée de l'islamophobie et la crispation laïcarde, etc. Les principales composantes du mouvement de solidarité ont continué cependant à poursuivre l'action en faveur des "Deux Etats", alors qu'entre Oslo et Annapolis ce processus est bien mort, et que cet échec a décrédibilisé le partenaire politique palestinien du mouvement de solidarité, l'Autorité Palestinienne.

Cette situation a contribué à casser la relation entre organisations partidaires et

associatives de la solidarité et la base sociale principale du mouvement (d'autant plus que les partis et associations en question n'avaient que fort peu d'Arabes de France parmi leurs militants), avec quelques exceptions près comme la Campagne civile (CCIPPP), Génération Palestine, certains groupes locaux, etc. Elle a contribué à la coupure entre d'une part un mouvement pour la paix orphelin et affaibli, et d'autre part une nébuleuse radicale marquée par Europalestine et la CAPJPO, et de plus en plus par des éléments « radicaux » islamistes ou non.

ET MAINTENANT QUE FAIRE ?

La date de l'offensive israélienne contre Gaza correspond évidemment à un calendrier électoral israélien, mais aussi américain, le gouvernement israélien voulant profiter de la phase terminale de l'administration Bush avant l'arrivée d'Obama. Même si Israël ne subit pas à Gaza, compte tenu de la réalité du terrain, la même déconfiture militaire qu'au Sud-Liban, il est douteux qu'il parvienne à ses fins militairement et très improbable qu'il détruise le Hamas politiquement. D'ailleurs l'éradication physique du Hamas supposerait un tel niveau de violence qu'on pourrait s'attendre alors à ce qu'au Hamas succède un mouvement de type Al Qaïda. L'administration Obama va sans doute essayer de réactiver le processus "Deux Etats", mais on ne voit pas comment celui-ci pourrait ressusciter avec une colonisation plus étendue que jamais, après un bain de sang à Gaza et une fois Mahmoud Abbas totalement discrédité. Il faudrait que les Etats-Unis engagent un bras de fer diplomatique et matériel avec Israël, provoquant l'évacuation des colonies, la levée du siège de Gaza, etc. ce qui ne semble pas à l'ordre du jour.

Il n'y a donc plus, à mon avis, de solution "Deux Etats" crédible à échéance prévisible.

Par ailleurs, la solution « Un Etat » n'est, à mon avis, pas envisageable à échelle humaine (une « Israëlstine » laïque et démocratique).

Avec une Autorité palestinienne discréditée et délégitimée il est plus que jamais justifié à mes yeux de demander des comptes à la puissance occupante de facto de toute la Palestine : le seul Etat opérant sur le terrain c'est celui d'Israël.

Bien sûr, l'éradication d'Israël, option des plus radicales des radicaux islamistes, est absolument inacceptable (et par ailleurs hors de leur portée). L'éradication politique de la Palestine est par contre à l'ordre du jour de l'agenda réel, et la purification ethnique, si on lit les programmes de certains partis israéliens de gouvernement et si on regarde la politique menée à Jérusalem-est ou dans les villages à l'ouest du Mur).

Il résulte de ce qui précède que le mouvement de solidarité n'a plus, pour un temps indéterminé, de solution politique crédible positive à défendre.

Le mouvement de solidarité doit, pour reprendre l'expression de la CCIPPP, se reconstruire pour la « protection du peuple palestinien », la survie politique de la nation palestinienne, la lutte contre les processus de purification ethnique et de confiscation de terre, le respect des droits individuels et collectifs de tous les Palestiniens, le soutien aux mouvements israéliens anti-occupation et pour une paix juste. Ce sont là les conditions pour qu'à une échéance aujourd'hui inconnue,

un vrai processus de paix puisse s'enclencher.

La solidarité se doit d'être défensive mais active, même si elle n'a pas de débouché positif à court terme, ce qui est possible comme le démontre la mobilisation du 3 janvier 2008.

Mais ce mouvement est en danger si se développe une fracture en son sein et la ghettoïsation de sa principale base sociale.

Il existe dans des composantes de gauche associative ou partisane du mouvement de solidarité une tentation de vouloir créer un « cordon sanitaire dans les manifestations » afin de « se distinguer des courants islamistes ou plus généralement religieux ». Si il est absolument nécessaire d'être politiquement clair quant aux buts et aux moyens du mouvement de solidarité, et de combattre sans concessions les antisémites ou crypto-antisémites, il est tout à fait dangereux de creuser le fossé (dans le mouvement de solidarité comme dans le mouvement social en général) entre une gauche « blanche » et une base « musulmane » ou « indigène », une fracture au sein de la société française.

Les mouvements progressistes laïcs issus de l'immigration, Association des Travailleurs Maghrébins en France (ATMF), Fédération des Tunisiens citoyens des deux rives (FTCR), Association des citoyens originaires de Turquie, les mouvements civiques musulmans français, Collectif des Musulmans de France (CMF), Participation et Spiritualité Musulmanes (PSM), combattent les replis communautaristes (comme les Tablighis) ou radicaux (comme le Parti des Musulmans de France ou PMF) dans des quartiers populaires, que la gauche (hélas trop) "blanche" ignore, puisqu'elle n'est presque plus présente sur ce terrain.

Ce combat se mène au sein de communautés locales de quartiers, peu politisées et souvent soumises aux influences contradictoires des forces progressistes (fussent-elles musulmanes) d'une part et de forces extrémistes ou obscurantistes (pas toujours musulmanes d'ailleurs) d'autre part. Isoler ces « radicaux » et renforcer le mouvement de solidarité ne passe sûrement pas par une coupure idéologique rejetant « tous les musulmans qui font de la politique » ou tous les « Arabes qui pensent que le Hamas résiste à Israël » au delà d'un cordon sanitaire séparant les bons pacifistes « laïcs » des méchants et violents « communautaristes » ! Cela reviendrait à donner un formidable espace de développement aux courants extrémistes que l'on prétend combattre, à liquider dans les faits le mouvement de solidarité, et à préparer des lendemains qui déchantent dans la société française..

* Bernard Dreano est militant du CEDETIM (Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale) www.cedetim.org

PALESTINE

VII - ASPECTS DE LA CULTURE PLESTINIENNE

MAHMOUD DARWISH (1941 - 2008)

Mahmoud Darwish est né en 1941 dans un village de Galilée. Musulman et communiste, poète engagé dès sa jeunesse, il fera de la prison à plusieurs reprises, sera assigné à résidence pendant quatre ans, puis sera exilé pendant près de 30 ans. En 1981, il fonde à Beyrouth la revue littéraire Al Karmal. En 1993, il démissionne du comité exécutif de l'OLP pour marquer sa réserve concernant les accords d'Oslo. Sa poésie moderniste tranche avec une poésie plus classique qui évoquait le drame palestinien sur un mode traditionnel et nostalgique. Ses textes sont très populaires en Palestine et dans tout le monde arabe, en particulier grâce aux chansons que le musicien libanais Marcel Khalife en a tiré. Sa disparition en 2008 marque la perte d'un des plus grands écrivains palestiniens de tous les temps, mais aussi celle du plus grand poète arabe contemporain.

CARTE D'IDENTITE

Inscris !
 Je suis Arabe
 Le numéro de ma carte : cinquante mille
 Nombre d'enfants : huit
 Et le neuvième... arrivera après l'été !
 Et te voilà furieux !

Inscris !
 Je suis Arabe
 Je travaille à la carrière avec mes compagnons de peine
 Et j'ai huit bambins
 Leur galette de pain
 Les vêtements, leur cahier d'écolier
 Je les tire des rochers...
 Oh ! je n'irai pas quêmander l'aumône à ta porte
 Je ne me fais pas tout petit au porche de ton palais
 Et te voilà furieux !

Inscris !
 Je suis Arabe
 Sans nom de famille - je suis mon prénom
 « Patient infiniment » dans un pays où tous

Vivent sur les braises de la Colère
Mes racines...
Avant la naissance du temps elles prirent pied
Avant l'effusion de la durée
Avant le cyprès et l'olivier
...avant l'éclosion de l'herbe
Mon père... est d'une famille de laboureurs
N'a rien avec messieurs les notables
Mon grand-père était paysan - être
Sans valeur - ni ascendance.
Ma maison, une hutte de gardien
En troncs et en roseaux
Voilà qui je suis - cela te plaît-il ?
Sans nom de famille, je ne suis que mon prénom.

Inscris !
Je suis Arabe
Mes cheveux... couleur du charbon
Mes yeux... couleur de café
Signes particuliers :
Sur la tête un kefiyyé avec son cordon bien serré
Et ma paume est dure comme une pierre
...elle écorche celui qui la serre
La nourriture que je préfère c'est
L'huile d'olive et le thym

Mon adresse :
Je suis d'un village isolé...
Où les rues n'ont plus de noms
Et tous les hommes... à la carrière comme au champ
Aiment bien le communisme
Inscris !
Je suis Arabe
Et te voilà furieux !

Inscris
Que je suis Arabe
Que tu as rafflé les vignes de mes pères
Et la terre que je cultivais
Moi et mes enfants ensemble
Tu nous as tout pris hormis
Pour la survie de mes petits-fils
Les rochers que voici
Mais votre gouvernement va les saisir aussi
...à ce que l'on dit !

DONC

Inscris !
 En tête du premier feuillet
 Que je n'ai pas de haine pour les hommes
 Que je n'assaille personne mais que
 Si j'ai faim
 Je mange la chair de mon Usurpateur
 Gare ! Gare ! Gare
 À ma fureur !

NAJI AL-ALI ET HANDALA (1938 – 1987)



Naji al-Ali est né vers 1938 près de Nazareth. Suite à la Nakba, il se réfugie au Liban. En 1959, il rejoint le Mouvement Nationaliste Arabe (MNA), dont il est renvoyé quatre fois pour manque de discipline, mais où il édite un journal appelé Al-Sarkha (Le cri). Il publie son premier dessin en 1961, avec un article de l'écrivain palestinien Ghassan Kanafani. Au cours de sa carrière de caricaturiste politique, Naji al-Ali produit plus de 40 000 dessins. Il peint la souffrance et la résistance du peuple palestinien, mais il critique aussi la direction palestinienne et les régimes arabes. Il est assassiné à Londres en 1987, probablement par les services secrets israéliens.



C'est certainement en tant que créateur, en 1969, du personnage nommé Handala qu'Ali est le plus connu. Handala est un petit garçon de 10 ans, l'âge qu'avait Naji lorsqu'il a quitté la Palestine, pieds nus comme les enfants des camps de Réfugiés. Sans patrie, témoin de la tragédie de son peuple, il tourne le dos au public car il se sent trahi. Il représente le Palestinien, la victime qui défie l'oppression israélienne et les autres forces hostiles...

BIBLIOGRAPHIE RÉCENTE :

Boire la Mer à Gaza, Chronique 1993-1996, par Amira Hass (*La Fabrique*, 2001). L'auteur donne la parole aux habitants de la bande de Gaza et témoigne de leurs infinies ressources de fierté et d'humour pour dire l'exil, le deuil, l'occupation, la désillusion et l'opiniâtre espoir.

Palestine/Israël : La Paix ou l'Apartheid, par Marwan Bishara (*La Découverte*, 2002). Marwan Bishara explique les causes profondes et les enjeux de la seconde Intifada et montre comment l'asymétrie entre les occupés et les occupants est ignorée. Il propose un bilan lucide des deux années qui ont suivi le déclenchement de la seconde Intifada et explore les voies qui permettront de parvenir à une solution juste et durable du conflit israélo-palestinien.

Israël-Palestine, Vérités sur un Conflit, par Alain Gresh (*Fayard*, édition mise à jour en 2007). L'auteur retrace la longue histoire de l'affrontement israélo-palestinien de la naissance du sionisme jusqu'au déclenchement de la seconde Intifada. A. Gresh ne se contente pas de ces rappels historiques mais les replace dans un cadre d'analyse qui leur donne un sens par rapport aux grandes évolutions mondiales.

Notes sur l'Occupation, par Eric Hazan (*La Fabrique*, 2006). Ces notes cherchent à restituer le fonctionnement au jour le jour et la raison d'être de la machine bureaucratique militaire de l'occupation dans les trois villes d'Hébron, Kalkilya et Naplouse.

L'Héritage de Sharon, Détruire la Palestine (2 tomes), par Tanya Reinhart (*La Fabrique*, 2006). Elle y retrace l'histoire de l'occupation de la Palestine depuis 2003 jusqu'aux élections qui ont vu la victoire du Hamas en janvier 2006. Elle montre comment le but d'Israël est de maintenir étanche Gaza, transformer la Cisjordanie en un système d'enclaves fermées, confisquer les terres et faire progresser les colonies...

Les Palestiniens dans le Siècle, par Elias Sanbar (*Découvertes Gallimard*, 2007). Elias Sanbar retrace le long et douloureux parcours des Palestiniens de la déclaration de Balfour à la victoire du Hamas, à travers plus de 200 documents.

Les Révolutionnaires ne meurent Jamais, *Conversations avec G. Malbrunot*, par Georges Habache (*Fayard*, 2008). Les entretiens réalisés par G. Malbrunot retracent la lutte de ce militant du FPLP.

Le Nettoyage Ethnique de la Palestine, par Ilan Pappé (*Fayard*, 2008). A l'aide de documents d'archives, de journaux personnels, de témoignages directs, Ilan Pappé reconstitue en détails ce qui s'est vraiment passé en 1947 et en 1948, ville par ville, village par village : le nettoyage ethnique de la Palestine.

L'Intruse, par Roannie et Oko (Vertige Graphic, 2008). Bande dessinée. Introduction à la réalité de l'occupation en Palestine, vue par les yeux d'une militante française. A conseiller pour les néophytes.

Programmer le Désastre. La Politique Israélienne à l'œuvre, par Michel Warschawski (La Fabrique, 2008). M. Warschawski aborde les questions essentielles qui nous aident à comprendre ce qui se passe entre le Jourdain et la mer : le Hamas, la guerre du Liban en 2006...

Comment le peuple juif fut inventé, par Shlomo Sand (Fayard, 2008). L'auteur, qui enseigne l'histoire contemporaine à l'université de Tel Aviv, s'interroge sur le concept "d'Etat juif", la politique identitaire de son pays et la reconstitution d'un peuple a posteriori par les historiens du XIX^e siècle.

Palestine et Palestiniens, guide de voyage publié par le Groupe de Tourisme alternatif (ATG, Beit Sahour, Palestine), 2^eème édition (2007). Très documenté sur le patrimoine historique et culturel, ce livre se lit aussi comme un témoignage vivant de ce qu'est la Palestine aujourd'hui.

FILMOGRAPHIE RECENTE :

- Promesses**, par Justine Shapiro, BZ Goldberg, Carlos Bolado (2001)
Palestine : génération intifada, par Chris Den Hond, Mireille Court (2001)
Palestine Palestine, par Dominique Dubosc (2002)
Les Internationaux en Palestine, par Chris Den Hond, Mireille Court (2002)
Jenine, Jenine, par Mohamed Bakri (2002)
Les enfants d'Arna, par Juliano Mer Khamis (2003)
Ecrivains des frontières, par Samir Abdallah, José Reynes (2003)
Route 181, par Michel Khleifi, Eyal Sivan (2004)
Journal de Palestine, par Yamina Bettouati, Pascal Devernay, Marion Dumand (2004)
In working progress, par Alexandre Goetschmann et Guy Davidi (2005)
Hot House, par Shimon Dotan (2006)
The Iron wall, par Mohamed Alatar (2006)
Des olives et des murs, par Christian Delacroix, Monique Etienne (2006)
Un mur à Jerusalem, par Franck Salomé (2007)
Jerusalem, the east side story, par Mohamed Alatar (2008)
Gaza-strophe, le jour d'après, par Samir Abdallah, Khéridine Mabrouk (2009)